

RECORDS CONTROL

ORIGINAL DIRECT

APR 17 1975

RB P. Beckerich/sf
cc: Mr. Bradanovic
Mr. Mademba Sy

14 April 1975

Mr. Abdulaziz Al-Futaih, Deputy Chief
Physical Resources Projects Section
Africa Branch, OTC

Norbert Falzon, Officer-in-Charge
Centre for Natural Resources, Energy and Transport

Jan Mikolaj, Chief
Transport Section, CNRET

TE 311/1 CHAD

Request from the Republic of Chad for consultancy services in navigation

1. Kindly refer to cable No. 29 from Kinshasa sent by Mr. Mademba Sy on 10 March 1975.
2. In view latest developments in Chad, we would appreciate it if you would send the following cable:

UNDEVPRO DJEMENA CHAD

"N'DIAYE VEUILLEZ CONFIRMER SI MISSION CONSULTANT
ECONOMISTE ET TRANSPORTS FLUVIAUX ET CONSULTANT
INFRASTRUCTURES FLUVIALES PROPOSEE PAR MADEMBA SY
ACTUELLEMENT OPPORTUNE. CONFIRMER SI MISSION A CHARGE CIP".

RECORDS CONTROL

APR 10 1975

TE 311/1 CHAM

7 avril 1975

Votre référence: No 345/MECEMPCCI/243/DPD

Objet: Régularisation du Logone

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre du 20 mars et je vous remercie des informations que vous avez bien voulu m'envoyer, à la suite de la visite de M. Mademba Sy.

Naturellement j'étais déjà au courant des commentaires sur le document de projet, présentés par les gouvernements. Je pense naturellement qu'il est nécessaire de donner une très grande importance aux études de développement agricole. La question était toutefois de savoir si ces études devaient ou non constituer un projet parallèle à celui de l'aménagement d'ensemble. Le rythme d'exécution est en effet différent pour les études agronomiques et les études hydrauliques.

De toute façon, comme vous le savez probablement déjà, la direction du PNUD a décidé de demander à Monsieur Norbert Beyrard d'examiner sur place ces problèmes de développement qui se posent dans la vallée du Logone.

Il est difficile de préjuger quels seront les résultats et les conséquences de cette mission.

Je regrette quant à moi d'avoir dû rester si peu de temps au Tchad, et pas du tout au Cameroun, ce qui ne m'a pas permis d'examiner en détail quelles étaient les tendances actuelles du développement économique dans les deux pays. Elles ont dû certainement évoluer depuis les études de Carlo Lotti.

Son Excellence
Monsieur Lamana
Ministre d'Etat Chargé de l'Economie
Moderne, du Plan, du Commerce et de la
Coopération Internationale
N'Djamena
République du Tchad

Compte tenu de l'importance du problème des institutions dans ce projet je me permets d'attirer votre attention sur la solution qui a été adoptée par le Sénégal, la Mauritanie et le Mali pour l'aménagement du fleuve Sénégal. A mon avis l'intégration très poussée qui a été retenue sera excellente sur le plan de l'efficacité: les barrages de Manentali et du delta et le port de Saint-Louis seront la propriété commune des 3 états et ils seront exploités par l'Organisation de la Mise en valeur du fleuve Sénégal (OMVS), dotée, m'a-t-on dit, d'une grande autonomie.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de ma très haute considération.

A. Bouchardeau

UNITED NATIONS
DEVELOPMENT PROGRAMME



REPRESENTATION AU TCHAD
Boîte Postale 908 - FORT-LAMY
Téléphone : 39-10 et 39-07

PROGRAMME DES NATIONS UNIES
POUR LE DEVELOPPEMENT

Référence

75/350 PRO.300/COUNTRY PROGRAMME

N'Djamena, le 3 Avril 1975

Cher Monsieur,

Objet : "Management Plan".

RECEIVED

8 APR 1975

PR/SECTION FOR AFRICA/OTC

Je vous prie de trouver, ci-joint, un exemplaire de notre "Management Plan" pour les mois de mars à juin 1975, tel qu'il a été envoyé au Siège PNUD à New York conformément aux nouvelles instructions.

Etant donné que, un ou plusieurs projets de notre programme sont exécutés par votre agence, j'ai pensé que ce document pouvait vous intéresser ; son but est de faire le point sur l'état du projet afin de permettre à tous ceux qui sont intéressés à son exécution de prendre toutes dispositions ou actions nécessaires.

Les abréviations suivantes, contribuant à la présentation concise du document, ont été employées :

RR :	Représentant Résident
Gvt :	Gouvernement
Ag. d'ex. :	Agence d'exécution
AO :	Area Officer
JPO :	Junior professional Officer
prodoc. :	Document de projet
rév. :	Révision de projet
ass. prép. :	Assistance préparatoire
prép. :	Préparation
appr. :	Approbation

Vous en souhaitant bonne réception, veuillez agréer, cher Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.

Monsieur I. Radovic
Chef
Section des Ressources Physiques
Nations Unies
New York N.Y. 10017

Salif N'Diaye
Représentant Résident

cc. M. Wolff

	Mars	Avril	Mai	Juin	Observations
- Revue annuelle		Bureau PNUD/CHD : Préparation version préliminaire du document du programme modifié, avec les experts sur place et, si possible, les services techniques du Gouvernement Deadline = 25 Avril	1. Envoi du document préliminaire au PNUD et Agences spécialisées pour commentaires 2. Consultations informelles sur place avec d'au- tres programmes Deadlines : du 5 Mai au 27 Mai	Revue annuelle Dates = 10 au 14 Juin	
- Ledgers	Attendus de New York				
- Absences					
- Mission	RR (14-20 Mars voyage Brazzaville)	Arrivée AO	RR et AO : Visite agence FAO Rome et UNESCO Paris		

MANAGEMENT PLAN PNUD/CHD
SECTEUR : INFRASTRUCTURE

Année 1975 (Mars/Juin)
Date : Février 1975

2

	Mars	Avril	Mai	Juin	Observations
<u>1. Projets en cours</u>					
- CHD/68/014 : Equipe de Planification économique	Visite projet (RR, JPO)	Rapport semest. dû Appr. rev. : UNOTC, Gvt, Siège PNUD (fin projet 28/2/75)			
- CHD/74/006 : Renforcement des services de planification économique et sociale	Visite projet (RR, JPO) Prép. et appr. ass. prép. (RR) *	Appr. prodoc. : Gvt UNOTC, Siège PNUD (début projet 1/3/75)			* RR autorisé par PNUD à approuver ass. prép. 1 an extension Russon
- CHD/73/001 : Appui logistique au PNUD au Tchad	Visite projet (RR, JPO) prép. rév.	Appr. rev. : Gvt, PNUD			
<u>2. nouveaux projets</u>					

	Mars	Avril	Mai	Juin	Observations
1. Projets en cours - CHD/73/004 : Développement rural du Ouaddaï		Prép. prodoc. en cours de la mission consultant PNUD (SUGIER) Appr. rev. (1), Gvt, BIT, UNOTC, RR Visite (RR, JPO, consultant)	Rapport semestriel dû	Appr. prodoc.: Gvt, ag. d'ex. (2) siège PNUD	(1) Rév. : financement prochaine campagne agricole (2) Ag. d'ex. à déterminer
- CHD/72/007 : Unité de Développement de l'Elevage	Visite projet (RR, JPO) Rapport semest. reçu Prép. rév.	Appr. rev. : Gvt, ag. d'ex., siège PNUD			
- CHD/69/004 : Conservation et Aménagement de la Faune			Rapport fin projet et commentaires RR	Fin projet (3)	(3) Prolongation 2 ans demandé par Gouv. Discussions en cours
- CHD/74/020 : Stock de réserves de céréales		Commentaires PNUD/FAO Mission consultant FAO Examen prodoc. Appr. prodoc.			
- CHD/71/510 : Approvisionnement en eau des zones rurales (N'Djamena/ IPF)	Visite projet (RR, JPO)	Appr. rev. (4), (ag. d'ex., Gvt, RR) Rapp. semest. dû	Prép. rev. (5) par ag. d'ex. et Res Rep	Appr. rev. : Gvt, ag. d'ex., RR	(4) Administrateur.. et secrétaire (5) Examen intégration Budget N'Djamena et Sarh (Recrut. Hydrogéol.) Situation Direc. Projet

MANAGEMENT PLAN PNUD/CHD

SECTEUR : AGRICULTURE

Année 1975 (Mars/Juin)⁴

Date : Février 1975

	Mars	Avril	Mai	Juin	Observations
- <u>CHD/71/510</u> : Programme de travaux hydrauliques d'urgence et à moyen terme (Sarh/fonds d'urgence)					Voir projet précédent (examiner fusion)
- <u>CHD/71/002</u> : Reboisement	Redémarrage projet mars/expert attendu				
- <u>CHD/74/010</u> : Modernisation des techniques de pêche	Début projet FAO expert attendu				Prodoc. approuvé
- <u>CHD/74/005</u> : Etude sectorielle agricole	Commentaires RR. envoyés				
2. Nouveaux projets					
- <u>CHD/75/002</u> : Aménagement des bas-fonds dans le Sud Tchad	Commentaires RR. envoyés	Appr. ass. Prép.:Gvt FAO, siège PNUD			
- <u>CHD/75/003</u> : Cellule de conception et d'évaluation permanente des programmes agricoles	Commentaires RR. envoyés	Appr. ass. prép.:Gvt FAO, siège PNUD		Début projet	
- <u>CHD/75/004</u> : Bureau de programmation et d'évaluation permanente des aménagements hydro-agricoles	Commentaires RR. envoyés	Appr. ass. prép.:Gvt FAO, siège PNUD		Début projet	

MANAGEMENT PLAN PNUD/CHD

SECTEUR : AGRICULTURE

Année 1975 (Mars/Juin)⁵

Date : Février 1975

	Mars	Avril	Mai	Juin	Observations
- <u>CHD/75/005</u> - Station Sahélienne d'expérimentation appliquée pour l'amélioration des productions vivrières	Commentaires RR envoyés Discussion entre RR. et FED sur projet multiplication semences	Appr. ass. prép. : Gvt, FAO, Siège PNUD			
- <u>CHD/75/006</u> : Renforcement de la direction de l'enseignement et de la formation professionnelle agricoles (DEFPA)	Commentaires RR. envoyés	Appr. ass. prép. : Gvt, FAO, Siège PNUD			
- <u>CHD/75/007</u> : Amélioration de la commercialisation des céréales et gestion d'un stock national de réserve	Commentaires RR. envoyés				Dépend des résultats projet CHD/74/020 (1975)
- <u>CHD/75/008</u> : Assistance à la consolidation du service des statistiques agricoles	Commentaires RR envoyés	Appr. ass. prép. : Gvt, FAO, Siège PNUD			Dépend des résultats projet RAF/71/I86 (Recensement agricole 1975-1976)
- <u>CHD/.../...</u> : Assistance technique et matérielle à l'unité de développement de l'élevage					Nouveau numéro à attribuer ultérieurement Dépend résultats CHD/72/007 (1975-1976)

MANAGEMENT PLAN PN . CHD
SECTEUR : RESSOURCES HUMAINES

Année 1975 (Mars/Juin)⁶
Date : Février 1975

	Mars	Avril	Mai	Juin	Observations
1. Projets en cours					
- <u>CHD/68/008</u> : Perfectionnement des Maîtres du 1er Degré	Visite projet (RR, AO, JPO) Rapport semestriel transmis	Appr. rev. : Gvt (6) UNESCO, Siège PNUD			(6) Comme suite mission évaluation Janvier-Février 1975
- <u>CHD/74/OII</u> : Constructions scolaires en zones rurales	Appr. prodoc. : Gvt, UNOTC, Siège PNUD	Soumission "Grant Agreement" par FENU pour signature	Début projet		
- <u>CHD/74/OI7</u> : Bourse de formation en planification de l'éducation					En cours
- <u>CHD/74/004</u> : Développement des télécommunications					Phase II du projet anciennement CHD/68/OI2 dont rapport semest. soumis en Février
- <u>CHD/71/003</u> : Bourses en Administration du travail	Prodoc. et révisions B,C,D,E, à demander au siège PNUD				A.O. : ramener à N'Djamena précisions financières concernant révisions dont pas de trace au Tchad
- <u>CHD/72/003</u> : Création et animation d'un service d'habitat et de construction		Agrément expert par Gvt. Problèmes départ boursiers à résoudre			
- <u>CHD/74/OI8</u> : Bourse de perfectionnement en relations internationales					En cours

MANAGEMENT PLAN PNUD/CHD
SECTEUR : RESSOURCES HUMAINES

Année 1975 (Mars/Juin)⁷
Date : Février 1975

	Mars	Avril	Mai	Juin	Observations
- <u>CHD/74/016</u> : Bourse pour la formation à l'EAMAC					En cours
- <u>CHD/75/001</u> : Bourse de stage à l'Institut africain des assurances de Tunis					En cours
2. <u>Projets nouveaux</u> - <u>CHD/75/009</u> : Réforme de l'Enseignement primaire	Commentaires RR. sur rapport mission évaluation et nouveau prodoc. adressés sièges PNUD et UNESCO		Appr. prodoc. : Gvt UNESCO, siège PNUD		Comme suite à la mission d'évaluation Janv./Fév. (PNUD/UNESCO/UNICEF)

MANAGEMENT PLAN PNUD/CHD

SECTEUR : INDUSTRIE

Année 1975 (Mars/Juin)

Date : Février 1975

	Mars	Avril	Mai	Juin	Observations
1. <u>Projets en cours</u>					
- <u>CHD/72/009</u> : Création et animation d'un bureau de promotion industrielle	Visite projet RR. Rapport semest. dû				Rev. prodoc. à envisager selon suite donnée affaire cimenterie
- <u>CHD/71/005</u> : Développement des ressources en huiles végétales					Projet terminé, mais intérêt éventuel ONUDI pour accord Italie/Gvt (exploitation Karité)

MANAGEMENT PLAN PNUD/CHD

SECTEUR : SANTE

Année 1975 (Mars/juin)

Date : Février 1975

[illegible]

ORIGINAL DIRECT

RECORDS CONTROL

PB/gm

APR 8 1975

Mr. A. Al-Futaih, Acting Chief
Physical Resources Projects Section
Africa Branch, OTC

2 April 1975

TE 311/1 CHAD

Mr. N. Falzon, Officer-in-Charge
Centre for Natural Resources, Energy and Transport

Jan Mikolaj, Chief
Transport Section

Chad and Central African Republic
Consultancy assistance (five weeks) in
connexion with waterways transport

1. As requested in your memorandum of 17 March 1975 we have prepared draft Terms of Reference for the subject mission.
2. This mission will be carried out by an expert in inland waterway transport and an expert in river transport infrastructure.
3. The terms of reference are as follows:
 - a) Discussions with the Government on economic objectives and on situation of waterway transport within the national transport system.
 - b) Study of available documents such as economic inventories, transport surveys, hydrographic charts, etc....
 - c) Field reconnaissance on waterways.
 - d) Recommendations on a broad programme for the improvement of navigation in technical, economic, organizational and administrative terms.
 - e) Drawing in consultation with the Governments concerned, a project document for United Nations assistance, defining immediate medium- and long-term objectives.
4. It is advisable that OTC requests the Governments to collect all pertinent data before the arrival of the experts in order to allow them to carry out their mission efficiently.
5. We designate for that mission Messrs. Pierre A. Beckerich as expert in inland waterway infrastructure and Jakov Z. Bradanovic as specialist in river navigation and inland waterway transportation.

ORIGINAL DIRECT

RECORDS CONTROL

OCT 23 1974

TE 311/1 CHAD

EC132/226 CHD

18 Octobre 1974

Monsieur,

CHD/74/002 - Evaluation des gites à carbonate et bicarbonate sodiques
Lac Tchad

CHD/74/014 - Recherches minières dans le Logone

En réponse à vos lettres des 7 et 10 Août 1974, nous avons le plaisir de vous transmettre ci-joint les commentaires techniques de notre bureau organique concernant les documents des projets en objet.

En ce qui concerne le projet CHD/74/002 nous partageons l'avis du PNUD que toute décision quant à son exécution devra attendre les conclusions de l'étude proposée du consultant de l'ONUDI. Il conviendrait cependant d'ores et déjà d'évoquer les grandes difficultés de recrutement des experts associés. Comme vous le savez nous recherchons toujours un Chimiste/Analyste pour le projet minier actuel. Par ailleurs, nous avons noté que la durée du poste de Chimiste/Analyste associé dans le projet CHD/74/002 est plus longue que celle des experts. Il conviendrait donc de préciser si cet expert sera guidé par les experts du projet CHD/72/002 au début et à la fin de son contrat en l'absence de l'expert géologue chef d'équipe. Si des fonds étaient disponibles il serait peut-être préférable à ce que le Chimiste/Analyste soit un expert en titre compte tenu également qu'un expert associé n'a pas en général l'expérience requise dans la formation du personnel.

Quant au projet CHD/74/004, le calendrier des activités prévues doit être examiné ultérieurement à la lumière des résultats et de l'évolution du projet minier actuel.

Je saisis cette occasion pour vous faire parvenir à toutes fins utiles quelques commentaires techniques sur la requête d'un projet "Recherches minières dans le Tibesti-Ouaddai-Guéra" (transmise par votre lettre du 30 Août) que le Gouvernement du Tchad se propose à présenter pour financement par des sources bilatérales.

Veuillez agréer, Monsieur, l'assurance de mes sentiments distingués.

Chef, Section des ressources physiques
Service pour l'Afrique
Bureau de la coopération technique

Igor Radović

Monsieur F. Bonnevie
Représentant Résident
B.P. No. 906
N'Djamena (Tchad)

OCT 14 1974

le 10 octobre 1974

Monsieur Igor Radovic, Chef
Section des ressources physiques
Service pour l'Afrique, BCI

EC 132/226

Vladimir Baum, Directeur
Centre pour les ressources naturelles
l'énergie et les transports, CRNET

TE 311/1 CHAD

Howard Brand, Directeur-adjoint, p.i. *M. Ineloud*
Service pour le développement de l'énergie et des mines, CRNET

TCHAD (CHD 74/014) Recherches minières dans le Logone. Document du Projet.

1. Le Projet envisagé nous a paru être une utilisation judicieuse des fonds disponibles de l'I.P.F. compte tenu des impératifs politiques qui limitent les possibilités d'intervention au Tchad. Bien que la zone intéressée montre une différenciation géologique moins poussée et des indices recensés encore moins nombreux que dans le Mayo-Kebbi, son relativement faible éloignement des régions diamantifères de la R.C.A. (République Centrafricaine) lui donne un certain attrait, et c'est donc sur la prospection des diamants que l'accent devra être mis.

2. Le Document du Projet est, dans l'ensemble, bien structuré et nous ne ferons que quelques remarques de détail :

Page 2, Paragraphe 3 :

Nous préférons, compte tenu des remarques faites dans notre précédent memorandum (du 27 septembre 1974) qu'on écrive : "l'importance du potentiel géologique" au lieu de "l'importance du potentiel minier". En effet, pour qu'il y ait potentiel minier, il faut qu'il y ait (i) des gisements, (ii) que ceux-ci soient exploitables. Or à part le trona, aucun gîte n'a encore été démontré au Tchad et les conditions d'exploitation y sont parmi les plus difficiles de toute l'Afrique.

Page 2, Paragraphe 7 :

Afin d'éviter d'entraîner le gouvernement tchadien dans des dépenses de fonctionnement du Service géologique, qui seraient hors de proportion avec les ressources du pays et avec son avenir minier à court et moyen terme, il conviendrait d'ajouter à la fin du paragraphe : "... et chimiste analyste au fur et à mesure que croîtront les besoins en personnel".

Page 7, Activités préparatoires :

Celles qui sont mentionnées n'ont pas à proprement parler de caractère préparatoire, mais font déjà partie de l'activité du Projet. Par contre, la commande des matériels (véhicules notamment) et le lancement des appels d'offres qui doivent être faits suffisamment à l'avance pour éviter tout retard dans le démarrage des travaux sur le terrain, sont des activités typiquement préparatoires qu'il ne serait pas inutile de mentionner.

Page 7. Activités du projet - Début photointerprétation géologique
du Logone et mission aéroportée :

Le plus tôt en seront connus les résultats, le plus tôt le Projet pourra les utiliser comme guides de prospection. Nous suggérons donc d'en prévoir le début dès octobre 1976 (voir ci-dessus pour le lancement des appels d'offres).

Page 8. Réception des cartes photointerprétatives et des résultats
mission aéroportée :

Un délai de moins de quatre mois pour la réalisation d'un travail soigné nous semble un peu juste, compte tenu notamment du temps toujours assez long nécessaire aux interprétations et mises au net. Nous suggérons donc six mois, ce qui, compte tenu du démarrage des travaux en octobre, permettrait d'envisager une livraison des résultats fin mars, début avril.

Page 9. Chef géologue :

Mentionner qu'il doit avoir une certaine expérience de la prospection du diamant.

Page 9. Prospecteurs :

Au moins l'un des deux prospecteurs doit avoir une grande expérience de la prospection du diamant.

Page 9. Expert-associé chimiste-analyste :

On ne peut pas exiger d'un expert-associé qu'il ait de l'expérience dans la formation du personnel.

Page 11. Fourniture de services sous-traités :

"L'approvisionnement aérien du personnel sur terrain" mis dans les "Divers" (page 13) doit figurer sous cette rubrique car il y aura lieu de passer un contrat avec un transporteur local pour un montant supérieur à 10.000 dollars.

Page 12. Matériel consommable :

Il convient de rajouter 60.000 dollars de consommables pour les sondages (ce qui correspond à environ 4.000 mètres forés). En effet, le chiffre de 80.000 dollars donné pour une sondeuse de 200 mètres de capacité (rubrique matériel non consommable) n'est valable que pour l'achat de la sondeuse et du lot initial d'outils et de pièces de rechange; il est insuffisant pour inclure les consommations de la sondeuse pendant deux ans d'activité.

Pages 12 et 13 :

Les matériels consommables et non consommables ont été comptés pour leur valeur actuelle. Il serait prudent de les compter pour leur valeur actualisée en 1977 sur la base d'un taux d'inflation de 15%/an, ce qui reviendrait à les majorer de 50%.

Page 13, Sondeuse :

Supprimer "pour 2 ans".

Page 13, Divers :

(a) Supprimer les 20.000 dollars de l'approvisionnement aérien qui doivent être transférés à la rubrique "Fourniture de services sous-traités".

(b) Etant donné qu'il n'y a pas de contrepartie en espèces pour le Projet et qu'il est peu vraisemblable qu'il y en ait une, il conviendrait de donner une plus grande souplesse de gestion en portant le montant du poste "Utilisation et entretien du matériel" de 20.000 à 50.000 dollars.

(c) Les "Autres dépenses" devraient être portées à 14.000 dollars pour qu'elles représentent 1% des dépenses totales du Projet.

Page 15, Matériel consommable :

L'alinéa "il exemptera ... pour le projet" est inutile car il figure dans les conditions générales d'exécution des projets.

Les tableaux et graphiques :

Ils devront être modifiés en fonction des remarques précédentes, le montant de la contribution PNUD étant augmentée de 134.000 dollars sans tenir compte d'une actualisation des coûts en 1977. Une carte de situation de la zone du Projet serait bienvenue.

3. Ce Projet est prévu pour prendre le relai de celui en cours dans le Mayo-Kebbi. Si ce dernier, pour une raison quelconque (découvertes intéressantes, nécessité d'une deuxième phase) était prolongé, le démarrage des travaux dans le Logone devrait être retardé en conséquence.

ORIGINAL DIRECT

RECORDS CONTROL

RG CB

Monsieur Igor Radovic, Chef
Section des ressources physiques
Service pour l'Afrique, BCT

OCT 8 1974

le 3 octobre 1974

EC 132/226

Vladimir Baum, Directeur
Centre pour les ressources naturelles
l'énergie et les transports, (CRNET)

TE 311/1 CHAD

Howard Brand, Directeur-adjoint, p.i.
Service pour le développement de l'énergie et des mines, CRNET)

TCHAD "Recherches minières dans le Tibesti-Ouaddaï-Guéra

Le Projet présenté est d'une taille intéressante et laisse une large latitude pour la précision de nombreux points.

Néanmoins le choix des objectifs ne tient peut-être pas assez compte de certaines difficultés techniques comme la prospection (et l'exploitation) de l'étain et de la colomboantalite dans des régions sans eau (Tibesti). Une prospection géochimique stratégique sur 240.000 km² serait certainement intéressante mais les résultats pratiques à en attendre permettent-ils de justifier un travail aussi gigantesque ?

La prospection du cuivre n'est concevable que si l'on a de sérieuses raisons d'espérer des gisements dont tant les réserves que les teneurs peuvent être exceptionnelles. La recherche des substances utiles (dolomies, sables, etc.) et de pierres ornementales dans des régions aussi éloignées et pour une bonne part désertiques ne semble pas très réaliste du point de vue économique. Par contre, l'uranium, l'or, l'argent, l'étain, la colomboantalite et les pierres précieuses constituent autant d'objectifs raisonnables, bien que la région la plus attrayante pour l'uranium (Ennedi) ne fasse pas partie des zones étudiées.

L'évaluation du projet est assez vraisemblable sur la base des coûts actuels. Ils devraient être majorés d'environ 70% pour tenir compte des incidences de l'inflation entre 1976 et 1980.

ORIGINAL DIRECT

RECORDS CONTROL

RG/CB

OCT 16 1974

le 27 septembre 1974

Monsieur Igor Radovic, Chef
Section des ressources physiques
Service pour l'Afrique, BCT

Vladimir Baum, Directeur
Centre pour les ressources naturelles
l'énergie et les transports, CRNET

Howard Brand, Chef
Section minière
Service pour le développement de l'énergie et des mines, CRNET

TCHAD(CRD-74/002) "Evaluation des gites à carbonate et bicarbonate sodique du Lac Tchad". Document du Projet.

DC 134/226

TE 311/1 CHAD

A. JUSTIFICATION DU PROJET

Aucune possibilité de développement ne doit être négligée pour un pays qui est à la recherche des moyens de son essor économique. A ce titre, les exploitations traditionnelles de carbonate sodique du Tchad méritaient une attention particulière que le présent projet a l'avantage de concrétiser.

Toutefois, il ne faut pas perdre de vue que le Tchad n'a pas une position privilégiée pour les industries minières tournées vers l'exportation du fait de l'immensité du pays (1.284.000 km²), d'une infrastructure routière rudimentaire (pas de voies ferrées), d'un très faible taux d'industrialisation, de l'absence de débouchés maritimes (pays totalement enclavé) et de l'éloignement des ports d'évacuation possibles (de 1.000 à 2.000 kilomètres à vol d'oiseau), carences auxquelles s'ajoute, dans bien des cas, l'absence de ressources en eau. Il est évident que dans un tel contexte, et le marché local ne concernant que quatre millions d'habitants à faible revenu, il n'est possible d'exploiter que :

- 1) des gisements aux réserves gigantesques et à haute teneur, susceptibles de supporter le coût d'investissements énormes;
- 2) des gisements dont les produits bruts, ou élaborés sur place dans des conditions compétitives, ont une haute valeur pondérale relativement peu affectée par le coût du transport.

Or les sels de sodium sont des produits de faible valeur pondérale au sujet desquels il a été écrit : "ils sont transportés par chemin de fer, et si un producteur peut les vendre profitablement ou non dans une région donnée dépend dans une large mesure du coût du fret..." (Minerals facts and problems, Bulletin n°650 du Bureau des Mines 1970, Washington).

Est-ce à dire que les sels de soude du Lac Tchad sont de ce fait condamnés du point de vue économique ? On évitera de conclure hâtivement et on prendra en considération les éléments suivants :

1. Débouchés de la production

Dans un de ses récents rapports (décembre 1973), le Bureau géologique de la République du Tchad donne comme production actuelle 10.000 tonnes/an dont 5.500 seraient exportées et 4.500 consommées localement.

Ce chiffre (ramené plus modestement à 7.000 tonnes/an dans le "Pro-Doc") correspond à une production d'un peu plus de 30 T/jour, donc de caractère purement artisanal. Il est certain que le marché traditionnel tant local qu'extérieur ira en se développant mais on ne peut pas espérer que son taux de croissance soit spectaculaire.

Les autres utilisations évoquées dans le document de projet et dans le rapport du Service géologique - savonnerie, tannage des peaux, rouissage des fibres, verrerie, papeterie - sont certes potentielles mais leur réalisation est sujette, pour certaines d'entre elles, à l'existence sur place des autres matières premières nécessaires et de toute façon appartient à un futur plus ou moins lointain tandis qu'il est bien difficile d'évaluer le volume d'un marché aussi hypothétique.

Par contre, un débouché beaucoup plus immédiat serait éventuellement assuré par la mise en exploitation des gisements de beauxite de l'Adamaoua au Cameroun où près de Minin Martap et sur les plateaux du N'Gaoundal (région de N'Gaoundéré) il a été démontré plus d'un milliard de tonnes de beauxite à 43% d' Al_2O_3 et 3,4% de SiO_2 (Plan de recherches minérales; direction des mines et de la géologie, Yaoundé, 1968). En effet, la production d'alumine à partir de beauxite par le procédé Bayer nécessite de la soude caustique qui est consommée à raison de 1,2 unité de soude par unité de silice à éliminer. Si l'on prenait comme hypothèse une exploitation de 1.000.000 de tonnes de ces beauxites par an, (soit une production annuelle de presque 400.000 tonnes d'alumine correspondant à environ 200.000 tonnes d'aluminium métal) un rapide calcul montre que la consommation de soude caustique serait d'environ 40.000 tonnes/an ce qui correspondrait théoriquement à près de 75.000 tonnes de trona, (en fait davantage pour tenir compte des taux de rendement et des différentes pertes). Dans l'hypothèse retenue il y aurait donc un marché minimum assuré de 85.000 à 90.000 tonnes/an qui permettrait d'amener le trona du Tchad au seuil de l'exploitation industrielle (300 T/jour).

2. Prix

Les prix de vente du trona tchadien sont ceux d'un marché intérieur. Le Service géologique donne dans son rapport un prix payé au producteur, qui varie entre 2,90 et 6 FCFA le kilo. Le prix de vente au détail est substantiellement plus élevé et atteint 19 FCFA le kilo à N'Djamena pour la qualité la moins appréciée et 27 FCFA au Nigeria pour la meilleure qualité.

Il est instructif de comparer ces prix à ceux du carbonate de soude à 58% livré F.O.B. (Californie) à 2,10/2,25 dollars les 100 lbs conditionnées en sacs. Sur la base d'un taux de conversion de 1 dollar pour 240 FCFA ce prix équivaut à 11,5 FCFA le kilo. Si l'on considère maintenant le coût local du transport en prenant pour base 15 FCFA le prix de la tonne kilométrique au Tchad et dans le Nord du Cameroun (transport sur 1.250 kilomètres par camion) on arrive à un coût de fret par tonne C.I.F. Minim Martap (gisement de bauxite) de 18.750 FCFA, soit 18,75 FCFA le kilo.

Il est donc évident que le trona du Lac Tchad aura du mal à concurrencer la soude caustique de Californie (10 dollars les 100 lbs à 76% de paillettes en baril F.O.B.) qui pourrait être acheminée par chemin de fer à des tarifs assez bas de Douala à Minim Martap. La solution devra vraisemblablement être recherchée du côté de la fabrication de soude caustique sur le lieu d'exploitation, en vue de diminuer l'incidence du coût du transport et d'augmenter la valeur ajoutée au Tchad. Nous pensons que c'est dans ce sens que devrait se faire l'étude envisagée par l'ONUDI car il n'est peut-être pas impossible au trona du Tchad de devenir concurrentiel si des solutions très étudiées sont adoptées.

Bien entendu, tous les calculs ci-dessus, ont été basés sur l'hypothèse de la mise en exploitation des gisements de bauxite de l'Adamaoua, gisements qui sont connus depuis plus de quinze ans mais qui sont handicapés par leur éloignement de la mer. L'achèvement récent de la voie ferrée N'Gaoundéré-Douala permet de reconsidérer la question et il importe que la solution d'un approvisionnement en soude caustique tchadienne d'une usine d'alumine camerounaise soit envisagée et puisse être intégrée dans les études de faisabilité, si elle paraît être concurrentielle.

Il importe donc que l'étude de l'ONUDI se fasse en premier et soit orientée en ce sens. Si ses conclusions sont positives le Projet proposé dans le document en référence sera justifié.

B. CONCEPTION DU PROJET

Le Projet a été conçu comme une opération légère avec la mise en oeuvre d'un minimum de personnel et de moyens matériel, ce qui nous paraît parfaitement conforme aux objectifs à atteindre.

A cet égard, l'utilisation de l'hélicoptère, surtout au prix très avantageux proposé par l'armée tchadienne, donnera une grande mobilité aux équipes de reconnaissance et de ce fait, fera gagner un temps précieux.

Le Projet n'a pas de Directeur, mais le géologue prévu pourra assurer le rôle de chef d'équipe.

D'autre part, le Projet pourra bénéficier de l'appui du Projet de recherches minières dans le Mayo-Kebbi (CHD 72/002). Toutefois, aucun support administratif n'a été prévu ni dans le personnel de l'Agence d'exécution ni dans celui de la contrepartie; cette lacune doit être obligatoirement comblée.

Le total de la contrepartie est trop faible par rapport à la contribution du PNUD.

Il serait également souhaitable, pour des commodités de gestion, qu'apparaisse une contrepartie en espèces avec un élément matériel, même si son montant reste modeste (nous avons supposé que la contrepartie qui figure dans le tableau des pages 12 et 13 est une contrepartie en nature).

C. REDACTION DU "PRODOC"

La rédaction du "Prodoc" n'est pas mauvaise. Cependant, abstraction faite des réserves que nous avons évoquées plus haut sur l'avenir minier du Tchad qui est présenté avec trop d'optimisme, il conviendrait d'apporter les modifications suivantes :

- Page 4, Para. ii) On ne peut pas parler de calcul de réserves avec 3 sondages en moyenne par gîte ! Le terme d'appréciation approximative des réserves nous semble plus réaliste.
- Page 4, Para.iii) Préciser que ce laboratoire d'analyses chimiques trouvera sa place dans le cadre de ceux déjà utilisés par le Projet CHD 72/002.
- Page 5 Pour la définition des activités préparatoires, voir le chapitre IV du manuel du PNUD pour le financement des opérations. Dans ces activités préparatoires, il conviendra de mentionner la commande des photographies aériennes.
- Page 6 Préciser que le géologue assurera le rôle de chef d'équipe.

Chimiste-analyste - Marquer 1er octobre 1975 au lieu de 1974. De toute façon, il n'est pas réaliste d'envisager que du matériel commandé en juillet sera livré en octobre de la même année. Il vaut donc mieux retarder l'arrivée du chimiste de 15 jours et prévoir un consultant pendant 15 jours, fin 1974 ou tout début 1975, qui établira les listes des matériels à commander.

- Page 6, 2) Services sous-traités : Préciser que l'approvisionnement de l'hélicoptère en carburant et pièces de rechange sera à la charge du sous-traitant.
- Page 8 Matériel consommable : Le dernier alinéa est inutile car inclus dans les clauses générales.
- Page 12 Remplacer \$ par milliers FCFA. Préciser qu'il s'agit d'une contrepartie en nature.

Nous remarquons enfin que l'expert associé est prévu pour une durée plus longue que celle des experts. Nous laissons à BCT le soin d'apprécier si une telle entorse aux règles en vigueur est admissible et s'il n'y aurait pas avantage du point de vue des coûts, à étendre à un an la durée du contrat de l'expert géologue.

UNITED NATIONS
DEVELOPMENT PROGRAMME



PROGRAMME DES NATIONS UNIES
POUR LE DEVELOPPEMENT

RECEIVED
23 SEP 1974
PR/SECTION FOR AFRICA/OTC

RECORDS CONTROL
OCT 15 1974

REPRESENTATION AU TCHAD
Boîte Postale 906 — FORT-LAMY
Téléphone : 39 - 10 et 39 - 07

Référence

74/1147
FB/fb
CHD/74/004

N'Djamena, 13 septembre 1974

complète

TB 311/1 CHD

Cher Monsieur Watts,

Comme suite à notre échange de télégrammes au sujet du transfert de Monsieur Moyen, je voudrais vous faire un peu le point de l'affaire en informant aussi le PNUD et le BIT par copie de cette lettre.

En ce moment Monsieur Moyen se trouve à N'Djamena, où il est venu pour me rendre compte de ses problèmes dans le projet et parmi ceux-ci le fait qu'après le départ en vacances du directeur de projet il est en tout cas sans moyen pour faire avancer les travaux hydrauliques à Abéché. De ce fait il se propose d'attendre ici le résultat de vos démarches pour son transfert tout en rédigeant son rapport final.

Il est certainement regrettable que des frais de fonctionnement pour ce volet du projet n'ont pas été assurés au moins jusqu'à la fin du contrat de l'expert-puisatier, mais je suppose qu'au moins en partie ceci est dû au fait que nous avons appris l'approbation du budget préparatoire pour 1974 seulement quelques jours avant le départ en congé du directeur du projet. Ce même fait lui a peut-être aussi rendu difficile un appui matériel plus soutenu durant la présence de Mr. Moyen ce dont ce dernier s'est vivement plaint.

Une autre raison pour les frictions dont vous êtes au courant est certainement aussi l'absence d'un hydrogéologue sollicité depuis bientôt deux ans. La présence de ce spécialiste de plus haut niveau aurait sûrement contribué à un déroulement plus harmonieux de cette phase du projet en tout cas en ce qui concerne le puisatier.

Toujours est-il que Monsieur Moyen a accompli un travail appréciable dans des conditions très difficiles. Ceci en partie grâce à des crédits FED et autres qui ont été mis à la disposition du projet via le SERARHY, dont le directeur m'a fait part de ses vives inquiétudes devant le départ de l'expert. Les autorités régionales et centrales du Gouvernement ont également exprimé leur satisfaction avec les résultats atteints par Monsieur Moyen.

Monsieur Kenneth Watts
Deputy Director
Africa Branch
Office of Technical Cooperation
United Nations, New York

*cc. Mr. Dyon - for comments
please*

WF Basic Data

Néanmoins, l'expert a certainement fait preuve d'un zèle quelque peu exagéré vu son statut officiel et s'est comporté d'une façon très indépendante vis-à-vis du projet global dont il faisait partie. Ceci à telle enseigne que le SERARHY est venu à le considérer non pas comme un appui aux travaux généraux dans la région mais plutôt comme son agent à Abéché.

En même temps il faut admettre que des travaux sérieux en matière d'hydraulique dans le Ouaddaï ne sauraient se faire sans la plus étroite collaboration avec le service central dans ce domaine. Il en est résulté une série de contacts directs entre services centraux ou autorités régionales et l'expert puisatier, qui n'ont pas amélioré l'entente au sein du projet.

Pensant au futur développement de nos activités dans le Ouaddaï et sur la base de l'expérience que nous avons gagnée ces derniers dix mois, il me semble clair que l'activité dans le domaine de l'hydraulique est primordiale et devrait servir de base pour toute autre activité.

En même temps il semble aussi prouvé que des activités aussi techniquement différentes que l'hydraulique et le développement et la formation agricole ne sont pas compatibles dans un même projet dont la vocation était au départ purement agricole. A l'arrivée d'un hydrogéologue on pourrait craindre une dualité de direction qui risquerait d'être aussi intolérable pour les uns et les autres que la situation actuelle. Situation qui m'amène toutefois à soutenir le transfert rapide de Monsieur Moyen.

C'est pour ces diverses raisons que je reviens maintenant sur la proposition déjà évoquée à plusieurs reprises d'installer deux projets séparés dans la zone tout en gardant une coordination nécessaire entre les activités hydrauliques et leur utilisation pour le développement rural. D'ailleurs la mise en place par le Gouvernement de l'Unité Régionale d'Expansion Rurale (URER) devrait assurer cette coordination.

Dans un premier temps la séparation des activités pourrait peut-être être réalisé en attachant le creusement de puits ainsi que les services de l'hydrogéologue à la direction du projet CHD/71/510 qui fait déjà partie du SERARHY avec lequel organisme les travaux de ce genre doivent être en tout cas coordonnés. Selon l'évolution des travaux et se basant sur les recommandations de l'hydrogéologue on pourrait ensuite élaborer un projet du genre soumis par Monsieur Bouchardeau au mois de mars, en laissant de côté pour le moment les localités encore inaccessibles.

Pour le moment je suis quelque peu inquiet au sujet de l'impression de nos activités que nous sommes en train de laisser aux autorités et aux aides bilatérales (la Suisse et l'USAID) qui se sont déjà associées à nos efforts et envers lesquelles nous avons engagé certaines responsabilités, mais puisque le volet hydraulique est en effet une soustraitance que l'ONU a accepté dans un projet BIT - et compte tenu de l'importance de ce volet - je pense que ce serait à vous-même d'entraîner une négociation éventuelle pour la suite à donner à une séparation possible des activités en question.

En attendant vos commentaires, je vous prie de croire, cher
Monsieur Watts, à mes sentiments les meilleurs.

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'Finn Bonnevie', with a stylized flourish at the end.

Finn Bonnevie
Représentant Résident

cc : MM Mufti, UNDP
Richter, ILO
Welty

ORIGINAL DIRECT

RECORDS CONTROL

SEP 13 1974

✓
LVE/ABS

Mr. I. Radovic, Chief
Physical Resources Section
Africa Branch
Office of Technical Co-operation

11 September 1974

TE 311/1 CHAD

Evner Ergun, Chief
Technical Co-operation Section (Africa and the Americas)
Centre for Housing, Building and Planning

Chad - CHD/72/003/B/01/01 - Assistance à l'instauration du
Service de l'Habitat, l'urbanisme

1. Attached please find ten copies of Mr. van Essche's mission report relating to the above project.

2. The Prodoc which you forwarded to us by routing slip on 16 August for our comments was prepared in the field by Mr. van Essche in collaboration with the Government and the UNDP office in Ndjamena, and is the subject of his report.

3. As Mr. van Essche points out in his report:

- (a) The latest Prodoc supersedes an earlier Prodoc prepared last year under a preparatory assistance budget. The new Prodoc is a large-scale project (\$131,000) of one year's duration, designed to assist the Government in setting up its housing and urban planning agency.
- (b) The new Prodoc reflects the Government's wishes more completely than did the earlier Prodoc, which was prepared before the appointment of the Government's Director of Housing and Urban Planning.
- (c) There are enough funds under the present IPF for the new Prodoc.
- (d) It constitutes the first of two anticipated phases of assistance to Chad in housing, building and planning. The Second Phase will be funded out of the next IPF (1976), and its object will be to assist the newly formed housing and urban planning agency in becoming operational.
- (e) For convenience's sake, and especially to allow the Fellowship's component to come into operation as quickly as possible, UNDP in Ndjamena decided not to withdraw the early Prodoc which had been with the Government for some months and was awaiting signature. That Prodoc was finally signed during Mr. van Essche's presence in Chad. The fellowships have now been initiated and will be absorbed by the new Prodoc.

4. We have reviewed the new Prodoc and are pleased to endorse it. We recommend that implementation of the new Prodoc begin as speedily as possible.

cc. Mr. K. Chhor

UNITED NATIONS



NATIONS UNIES

13 SEP 1974

INTEROFFICE MEMORANDUM

MEMORANDUM INTERIEUR

DR/SECTION FOR AFRICA/STG

TO:
A:

Mr. I. Radovic, Chief
Physical Resources Section
Africa Branch
Office of Technical Co-operation

DATE: 11 September 1974

THROUGH:
S/C DE:

REFERENCE: ~~TC 322/TCMAD (100-1)~~

FROM:
DE:

Eyner Ergun
Eyner Ergun, Chief
Technical Co-operation Section (Africa and the Americas)
Centre for Housing, Building and Planning

SUBJECT:
OBJET:

Chad - CHD/72/003/B/01/01 - Assistance à l'instauration du
Service de l'Habitat, l'urbanisme

M. Chhor 13/9/75
TS 311/1 CHM

1. Attached please find ten copies of Mr. van Essche's mission report relating to the above project.

2. The Prodoc which you forwarded to us by routing slip on 16 August for our comments was prepared in the field by Mr. van Essche in collaboration with the Government and the UNDP office in Ndjamena, and is the subject of his report.

3. As Mr. van Essche points out in his report:

- (a) The latest Prodoc supersedes an earlier Prodoc prepared last year under a preparatory assistance budget. The new Prodoc is a large-scale project (\$131,000) of one year's duration, designed to assist the Government in setting up its housing and urban planning agency.
- (b) The new Prodoc reflects the Government's wishes more completely than did the earlier Prodoc, which was prepared before the appointment of the Government's Director of Housing and Urban Planning.
- (c) There are enough funds under the present IPF for the new Prodoc.
- (d) It constitutes the first of two anticipated phases of assistance to Chad in housing, building and planning. The Second Phase will be funded out of the next IPF (1976), and its object will be to assist the newly formed housing and urban planning agency in becoming operational.
- (e) For convenience's sake, and especially to allow the Fellowship's component to come into operation as quickly as possible, UNDP in Ndjamena decided not to withdraw the early Prodoc which had been with the Government for some months and was awaiting signature. That Prodoc was finally signed during Mr. van Essche's presence in Chad. The fellowships have now been initiated and will be absorbed by the new Prodoc.

4. We have reviewed the new Prodoc and are pleased to endorse it. We recommend that implementation of the new Prodoc begin as speedily as possible.

cc. Mr. K. Chhor

ORIGINAL DIRECT

S. Wickremesinghe

12 SEP 1974

M. Howard Brand, Chef
Section de la géologie et des mines, R&T

9 Septembre 1974

~~EC 132/226 CHD~~

Igor Radovic, Chef
Section des ressources physiques, Service pour l'Afrique

TB 311/i cotad

Tchad : "Recherches minières dans le Tibesti-Ouaddai-Guéra"

-
1. Nous vous transmettons ci-joint la lettre du 30 Août 1974 de M. Bonnevie relative à un projet d'assistance en domaine minier.
 2. Ce projet n'est pas inclus dans le programme du PNUD. Cependant, nous pensons que le document préparé par M. Ferranté nous a été transmis pour évaluation technique afin d'aider le Gouvernement dans ses négociations avec les aides bilatérales.
 3. Nous apprécierons donc de recevoir toutes observations utiles à transmettre à M. Bonnevie quant à ce projet ainsi que sur les deux autres documents de projet envoyés précédemment :
 - "Recherches minières dans le Logone".
 - "Evaluation des gites à carbonate et bicarbonate sodiques Lac Tchad".
- et qui seront eux financés par le PNUD.

UNITED NATIONS
DEVELOPMENT PROGRAMME

RECEIVED

13 SEP 1974

PR/SECTION FOR AFRICA/OTC

Référence

74/1122

FB/nd

CHD/72/003

ENCLOSURE ATTACHED



REPRESENTATION AU TCHAD
Boîte Postale 906 — FORT-LAMY
Téléphone : 39-10 et 39-07

PROGRAMME DES NATIONS UNIES
POUR LE DEVELOPPEMENT

RECEIVED IN RECORDS CONTROL

SEP 1974

ACTION TO:

1 Mr. Watts
2 R. Radic
3 R. Chhor
PUT AWAY 13/9/74

INITIALS
BRING FORWARD
ON / /
DAY MONTH YR.
TO:

OFFICIAL CORRESPONDENCE	CONTROL NO.
MUST BE REFERRED TO RECORDS CONTROL, ROOM 2074	9-179

N'Djaména, le 6 Septembre 1974

Cher Monsieur Watts,

Objet : CHD/72/003 - Assistance préparatoire pour l'instauration du Service de l'Habitat, l'Urbanisme et l'Environnement du Ministère des Travaux Publics, de l'Aménagement du Territoire et de l'Habitat.

TE 311/1 CHAD
TE 322/1 CHAD (100-1)

Comme vous l'avez demandé dans votre télex n°174 du 16 Août 1974, je joins à la présente une copie dûment signée du document de projet mentionné en rubrique.

Vous constaterez que le montant total est légèrement inférieur à celui prévu initialement puisque le PNUD nous a fait savoir que les nouveaux taux standard pour le coût des experts ne sont pas encore entrés en vigueur, même pour l'année 1975.

Vous souhaitant bonne réception de ce document,

Veuillez croire, Cher Monsieur Watts, à l'assurance de mes sentiments les meilleurs.

Mr. A.K. Watts
Directeur Adjoint du
Service de l'Afrique
Nations Unies New York.

Finn Bonnevie
Représentant Résident.

Accusé réception
et distribué copie
kg

cc: N. Van Esche
wf.
16/9/74

PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT

Demande d'Assistance Préparatoire du Gouvernement du TCHAD

Titre du Projet : Assistance à l'instauration du service de l'Habitat, l'Urbanisme et l'Environnement du Ministère des Travaux Publics de l'Aménagement du Territoire et de l'Habitat.

N° du Projet : CHD/72/003/A/01/01

Secteur : Sécurité Sociales et autres
Services Sociaux

Durée du Projet : Un an

Sous-Secteur : Habitation, construction
et planification physique

Organisme coopérateur du Gouvernement :

Ministère des Travaux Publics et de
l'Aménagement du Territoire (Direction
de l'Habitat)

Organisation chargée de l'exécution :

Organisation des Nations Unies (ONU)
Bureau de la Coopération Technique

Date de soumission : 5 Août.

Date de mise en route : Septembre 1974

Contribution du Gouvernement :

6,205,000 CFA

Contribution du PNUD

71,500 dollars E.U.

Au nom du Gouvernement

Pour l'Organisation d'exécution

Pour le PNUD

Date

Date

Date

13 Aout 1974

6 Sept. 1974

6 Sept. 1974

I - ORIGINE ET RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

A - Justification du Projet

Le projet de l'assistance à l'instauration du service de l'habitat, d'urbanisme et d'environnement jouit d'un intérêt particulier auprès du Gouvernement. D'une part le processus d'urbanisation et l'exode rural se poursuivent inexorablement et sont encore aggravés par la sécheresse. D'autre part le Gouvernement manque presque complètement de moyens pour rendre opérationnel son service de l'habitat et de l'urbanisme. Les moyens budgétaires sont extrêmement restreints, la situation étant aggravée par la crise économique et monétaire mondiale actuelle. Le Gouvernement fait donc appel aux Nations Unies pour l'assister dans un premier temps dans l'équipement de son service de l'habitat et dans la formation de ses cadres les plus essentiels dans ce domaine. Notons que le taux de croissance urbaine (N'Djamena, en particulier) est d'environ 10 % par an, que la population du pays croît à un rythme d'environ 3 % par an, et que, la plupart des infrastructures de base essentielles au développement manque dans les établissements au Tchad.

L'assistance préparatoire permettra l'envoi immédiat des boursiers en formation et la mise en place de l'expert à recruter.

B - Cadre Institutionnel

Un service de l'Habitat, de l'Urbanisme et de l'Environnement (HUE) a été créé au sein du Ministère des Travaux Publics, de l'Aménagement du Territoire et de l'Habitat en 1971. Ce service, mis à part son Directeur, ne possède ni équipement, ni personnel technique ; le Gouvernement manque de moyens budgétaires nécessaires. Le Directeur de l'HUE est donc dépourvu de tout support professionnel ou logistique ; ce qui crée de sérieuses contraintes dans son travail et empêche le développement des activités de son service. Cependant le service possède des locaux nécessaires à son développement ainsi qu'un certain personnel de bureau (dactylo, planton,...). Le Directeur de l'HUE possède une liste de candidats pour les postes techniques moyens et professionnels qu'il veut créer au sein de son service. Ces candidats, cependant, n'ont encore aucune formation technique professionnelle. Le cadre institutionnel dans le domaine de l'habitat et de l'urbanisme a besoin d'être équipé et pourvu de personnel technique et professionnel avant tout.

II - OBJECTIFS DU PROJET

A - Objectifs à long terme

L'objectif à long terme du projet est la création d'un Service de l'Habitat, de l'Urbanisme et de l'Environnement capable de la mise en oeuvre d'une politique d'habitat, basée sur les réalités tchadiennes et couvrant tous les aspects de l'habitat, c'est à dire, logement, terrains, infrastructures techniques et équipements sociaux.

B - Objectifs à court terme

1.) Aider le Ministère de tutelle à équiper le service HUE pour que celui-ci puisse devenir un organisme opérationnel et actif.

2.) Former les cadres techniques et professionnels indispensables au bon fonctionnement du service de l'HUE.

3.) Définir les problèmes prioritaires dans le domaine de l'habitat au Tchad tant dans le milieu rural que dans les zones urbaines, et de là, programmer les premières activités du service HUE qui démareront lors de la deuxième phase d'assistance des Nations Unies à l'HUE.

4.) Préparer le document de projet de la seconde phase d'assistance des Nations Unies pour la mise en oeuvre des activités de l'HUE lorsque ses premiers cadres seront en place.

III - PLAN D'EXECUTION

A - Description des activités préparatoires du PNUD

<u>Activités préparatoires</u>	<u>Date</u>
- Envoi de cinq boursiers du niveau technique en formation	Septembre 1974
- Envoi de trois boursiers universitaires	Septembre 1974
- Recrutement de l'expert architecte-urbaniste	
- Arrivée de l'expert	Décembre 1974
- Rassemblement et analyse de la documentation sur l'habitat et l'urbanisation au Tchad	Décembre 1974 à Février 1975
- Bourse régionale de voyage pour le directeur de l'habitat	Novembre 1974

Les activités à entreprendre après Décembre 1975 seront décrites dans le document de projet.

B - Description des apports du PNUD

I.) Affectation du personnel international

- Expert architecte-urbaniste

On affectera un expert architecte-urbaniste à N'Djamena avec déplacements dans le pays pour une période d'un an. L'expert aura déjà une expérience du milieu

africain, ou du moins des pays en voie de développement. Il aura comme homologue le Directeur de l'Habitat, l'Urbanisme et l'Environnement qu'il assistera dans la définition des problèmes et priorités en matière d'habitat et d'urbanisme au Tchad. Il assistera aussi à préparer la deuxième phase d'assistance prévue pour 1976. Il veillera à la formation des boursiers dès leur retour à N'Djamena.

2.) Fournitures de services sous-traités : néant

3.) Disposition concernant la formation

L'assistance préparatoire permettra l'attribution de huit bourses régionale dont cinq bourses de six mois pour des techniciens moyens et trois bourses de quatre ans pour des études supérieures.

Les bourses pour techniciens moyens sont destinées à la formation de :

- un documentaliste , Lomé ou ailleurs : 6 mois
- un animateur-encadreur en construction : 6 mois
- trois adjoints techniques-dessinateurs : 6 mois

Les bourses universitaires serviront à la formation de :

- un architecte-urbaniste
- un ingénieur, spécialiste d'infrastructure
- un économiste avec spécialisation en économie et sociologie urbaine

Une bourse de voyage d'information pour le Directeur du Service HUE est également prévue.

4.) Apports du PNUD en matériel et fourniture

<u>Matériel durable</u>	<u>Coût</u>	<u>Date de livraison</u>
- voiture Peugeot 404 break	4.500 \$	1er Décembre 1974
- équipement	2.200 \$	1 Janvier 1975

5.) Description des apports du Gouvernement

Le Gouvernement s'engage à payer à ses fonctionnaires leurs salaires durant toute la durée de leur formation.

Le Gouvernement mettra à la disposition de l'expert les locaux nécessaires et assurera le secrétariat.

Le Directeur de l'Habitat, de l'Urbanisme, et de l'Environnement deviendra l'homologue de l'expert international. Dès la rentrée des boursiers de leur formation, ils seront immédiatement affectés au projet.

BUDGET PREPARATOIRE CONCERNANT LA CONTRIBUTION DU PNUD

Pays: Tchad

N° du Projet: CHD/72/003/A/OI/OI

Titre du Projet: Assistance à l'instauration du service de l'Habitat, l'Urbanisme et l'Environnement du Ministère des Travaux Publics, de l'Aménagement du Territoire et de l'Habitat.

	: T O T A L		: I 9 7 4		: I 9 7 5		
	: h/m :	\$:	: h/m :	\$:	: h/m :	\$:	
10. PERSONNEL DU PROJET	:	:	:	:	:	:	:
11. <u>Experts</u>	:	:	:	:	:	:	:
11.01 Architecte-urbaniste	: 12	: 30.000:	I : 2.500:	II : 27.500	:	:	:
TOTAL POUR L'ELEMENT	: 12	: 30.000:	I : 2.500:	II : 27.500	:	:	:
30. FORMATION	:	:	:	:	:	:	:
31. <u>Bourse</u>	:	:	:	:	:	:	:
31.01 Cinq bourses techniciens	: 30	: 16.500:	20 : 11.000:	10 : 5.500	:	:	:
moyens	:	:	:	:	:	:	:
31.02 Trois bourses universitaires	: 27	: 15.000:	9 : 5.000:	18 : 10.000	:	:	:
31.03 Une bourse de voyage d'information	: 2	: 2.000:	I : 1.000:	I : 1.000	:	:	:
39. TOTAL POUR L'ELEMENT	: 59	: 33.500:	30 : 17.000:	29 : 16.500	:	:	:
40. MATERIEL	:	:	:	:	:	:	:
42. <u>Matériel durable</u>	:	:	:	:	:	:	:
42.01 Peugeot 404 Break	:	: 5.000:	: 5.000:	:	:	:	:
42.02 Equipement Bureau	:	: 1.000:	: 1.000:	:	:	:	:
49. TOTAL POUR L'ELEMENT	:	: 6.000:	: 6.000:	:	:	:	:
50. DIVERS	:	:	:	:	:	:	:
53. Autres dépenses	:	: 2.000:	: 2.000:	:	:	:	:
59. TOTAL POUR L'ELEMENT	:	: 2.000:	: 2.000:	:	:	:	:
99. TOTAL GENERAL	:	: 71.500:	: 27.500:	: 44.000	:	:	:

BUDGET PREPARATOIRE CONCERNANT LA CONTRIBUTION DU TCHAD

-(en milliers de francs CFA)

Pays : Tchad

N° du Projet,: CHD/72/003/A/01/01

Titre du Projet : Assistance à l'instauration du service de l'Habitat, l'Urbanisme et l'Environnement du Ministère des Travaux Publics, de l'Aménagement du Territoire et de l'Habitat.

	T O T A L		I 9 7 4		I 9 7 5	
	h/m	CFA	h/m	CFA	h/m	CFA
PERSONNEL NATIONAL						
- Homologue, Directeur Habitat	I2	480		I60		320
FORMATION						
- Salaire des boursiers (8)	66	2.475	32	I.200	32	I.275
MATERIEL						
- Locaux		I.800		600		I.200
DIVERS						
- Utilisation matériel		250				250
- Exemption taxes		I.000		I.000		
- Autres dépenses		200		I00		I00
Total pour l'élément		I.450		I.I00		350
TOTAL GENERAL		6.205		3.060		3.I25

ANNEXE I

Organisation du Projet

Responsabilités générales

1. Le Gouvernement, le PNUD et l'Organisation chargée de l'exécution sont solidement responsables de l'exécution du projet et de la réalisation de ses objectifs tels qu'ils sont décrits dans la deuxième partie du présent document relatif au projet.
2. Le Gouvernement fournira le personnel national affecté au projet, les moyens de formation, les terrains, les bâtiments, le matériel et autres services et facilités nécessaires à l'exécution du projet. Il désignera l'organisme coopérateur mentionné sur la page de couverture du présent document, ci-après dénommé "Organisme coopérateur", qui sera directement responsable de l'utilisation de la contribution du Gouvernement au projet.
3. Le PNUD s'engage à compléter la participation du Gouvernement et fournira par l'intermédiaire de l'Organisation chargée de l'exécution les services d'experts, la formation, le matériel et les autres services nécessaires, dans la limite des fonds disponibles pour l'exécution du projet.
4. A la mise en route du projet, il pourra être demandé à l'Organisation chargée de l'exécution d'assumer la responsabilité principale de l'exécution du projet. Toutefois, elle s'acquittera de cette responsabilité en consultation et en accord avec l'Organisme coopérateur. Des arrangements à cet effet expressément dans le Plan d'exécution, ainsi que des arrangements relatifs au transfert de cette responsabilité au Gouvernement ou à un organisme désigné par lui pendant l'exécution du projet.
5. Une partie de la participation du Gouvernement peut revêtir la forme d'une contribution en espèces versées au PNUD. En pareils cas, l'Organisation chargée de l'exécution fournira les services et facilités correspondants et rendra compte chaque année au PNUD et au Gouvernement des dépenses engagées.

Participation du Gouvernement

6. Le Gouvernement fournira les services, le matériel et les facilités nécessaires au projet dans les quantités et aux dates spécifiées dans le Plan d'exécution. Les détails de la participation du Gouvernement - qui peut revêtir la forme d'une contribution en nature ou en espèces - seront spécifiés dans les Budgets des projets.
7. L'Organisme coopérateur nommera, en consultation avec l'Organisation chargée de l'exécution, un directeur du projet qui sera affecté à plein temps au projet. Le directeur assumera, en ce qui concerne l'exécution du projet, les responsabilités qui lui seront confiées par l'Organisme coopérateur.

8. L'estimation des éléments compris dans la contribution du Gouvernement dont le détail figure dans le Budget du projet, sera fondée sur les renseignements les plus sûrs dont on dispose au moment de l'élaboration de la présente proposition relative au projet. Il est entendu que les fluctuations de prix survenant au cours de l'exécution du projet peuvent nécessiter un ajustement du montant nominal de ladite contribution, lequel doit toujours être déterminé d'après la valeur des services, du matériel et des facilités nécessaires à la bonne exécution du projet.
9. A condition de respecter le nombre total de mois-hommes de services de personnel indiqué dans le Plan d'exécution, le Gouvernement peut en consultation avec l'Organisation chargée de l'exécution, opérer des ajustements mineurs entre les postes, s'il s'avère que ces modifications sont dans l'intérêt du projet.
10. Le Gouvernement continuera de payer la rémunération en monnaie locale et les indemnités appropriées aux membres du personnel national affecté au projet qui reçoivent une bourse du PNUD pendant la période où ils sont appelés à s'absenter du lieu du projet pour recevoir une formation.
11. Le Gouvernement prendra à sa charge tous les droits de douane et autres droits perçus sur le matériel importé pour les besoins du projet, les frais de transport, de manutention, d'entreposage et les frais connexes dans le pays. Il sera responsable de l'entreposage du matériel en lieu sûr, de son installation et de son entretien, de son assurance et le cas échéant de son remplacement après livraison au lieu d'exécution du projet.
12. Sous réserve des règlements en vigueur en matière de sécurité, le Gouvernement donnera accès à tous les rapports, cartes, dossiers et autres éléments d'information, publiés ou non qui sont considérés comme nécessaires à l'exécution du projet.
13. Le Gouvernement aidera tous les agents engagés au titre du projet à trouver des logements adéquats à des prix raisonnables.
14. Les services et facilités spécifiés dans le Plan d'exécution qui doivent être fournis aux fins du projet par le Gouvernement au moyen de contribution en espèces seront énoncés dans le budget du projet. Le montant de cette contribution sera versé en monnaie locale au PNUD conformément au plan de paiement du Gouvernement.
15. Le versement au PNUD de la contribution mentionnée ci-dessus aux dates prévues dans le plan de paiement du Gouvernement ou antérieurement à ces dates est une condition préalable à la mise en route ou à la poursuite des opérations du projet.

16. Le PNUD fournira aux fins du projet, par l'intermédiaire de l'Organisation chargée de l'exécution, les services, le matériel et les facilités décrits dans le Plan d'exécution. Les détails de la contribution du PNUD seront spécifiés dans le budget du projet.

17. L'Organisation chargée de l'exécution engagera des consultations avec le Gouvernement, au sujet de la candidature du directeur de projet 1/ qui sera responsable dans le pays, sous la direction de l'Organisation chargée de l'exécution, de la participation de cette dernière au projet. Le directeur du projet exercera un contrôle affectés au projet, et supervisera la formation en cours d'emploi du personnel national affecté au projet. Il sera responsable de la gestion de tout le matériel fourni au projet sur les fonds du PNUD.

18. L'Organisation chargée de l'exécution, en consultation avec le Gouvernement, affectera au projet du personnel international et autre, comme il est spécifié dans le Plan d'exécution, choisira les boursiers et fixera les normes applicables à la formation du personnel national affecté au projet.

19. Les bourses seront administrées selon les règles instituées en la matière par l'Organisation chargée de l'exécution.

20. L'Organisation chargée de l'exécution peut, en accord avec le Gouvernement et le PNUD, confier une partie ou la totalité des opérations du projet à des sous-traitants. Les sous-traitants seront choisis, après consultation avec le Gouvernement, conformément aux procédures de l'Organisation chargée de l'exécution.

21. Tout le matériel, l'équipement et les fournitures qui sont achetés à l'aide des fonds du PNUD seront utilisés exclusivement aux fins de l'exécution du projet, et demeureront la propriété du PNUD au nom duquel ils seront détenus par l'Organisation chargée de l'exécution. Le matériel fourni par le PNUD portera l'emblème du PNUD et celui de l'Organisation chargée de l'exécution.

1/ Qui pourra aussi être désigné sous le nom de responsable de groupe ou de conseiller technique principal ainsi qu'il conviendra

22. Le cas échéant, il peut être conclu des arrangements en vue du transfert temporaire de la garde du matériel aux autorités locales pendant la durée du projet, sans préjudice du transfert définitif.

23. Avant la cessation de l'assistance du PNUD au projet, le Gouvernement, le PNUD et l'Organisation chargée de l'exécution se consulteront pour décider du sort de tout le matériel fourni par le PNUD pour l'exécution du projet. Le titre de propriété de ce matériel sera normalement transféré au Gouvernement, ou à un organisme désigné par lui, lorsque ce matériel sera indispensable pour poursuivre l'exécution du projet ou pour les activités qui en découlent directement. Toutefois le PNUD peut, à sa discrétion, conserver la propriété d'une partie ou de la totalité de ce matériel.

24. A une date convenue après la cessation de l'assistance du PNUD au projet, le Gouvernement et le PNUD, et si cela est nécessaire l'Organisation chargée de l'exécution, passeront en revue les activités entreprises pour continuer le projet ou découlant du projet, en vue d'évaluer ses résultats.

Facilités, privilèges et immunités

Personnel du PNUD et de l'Organisation chargée de l'exécution

25. Conformément à l'Accord conclu entre le PNUD et le Gouvernement en ce qui concerne la fourniture d'assistance, le personnel du PNUD et des autres organisations du système des Nations Unies associées au projet bénéficieront des facilités, privilèges et immunités spécifiés dans ledit Accord.

Sous-traitants et leur personnel

26. Les sous-traitants de l'Organisation chargée de l'exécution et leur personnel (à l'exception des ressortissants du pays bénéficiaire employés sur le plan local) :

- a) Bénéficieront de l'immunité de juridiction pour tous les actes accomplis dans leurs fonctions officielles pour l'exécution du projet;
- b) Seront exemptés des obligations du service national;
- c) Ne seront pas soumis aux restrictions relatives à l'immigration non plus que leur conjoints et leurs parents qui sont à leur charge;
- d) Pourront introduire dans le pays des sommes en monnaie étrangère d'un montant raisonnable pour les besoins du projet ou pour leur usage personnel et sortir toutes sommes introduites dans le pays ou, conformément à la réglementation applicable en matière de change, les sommes qu'ils pourraient y gagner au cours de l'exécution du projet;

e) Bénéficieront, ainsi que leurs conjoints et leur parents qui sont à leur charge, des mêmes facilités de rapatriement que les envoyés diplomatiques en cas de crise internationale.

27. Tout le personnel des sous-traitants de l'Organisation chargée de l'exécution jouira de l'inviolabilité de tous papiers et documents relatifs au projet.

28. Le Gouvernement accordera à toute société ou organisation étrangère qui pourrait être employée par l'organisation chargée de l'exécution ainsi qu'au personnel d'une telle société ou organisation, l'exonération ou le remboursement de tous droits, taxes ou prélèvement qu'il pourrait percevoir sur :

a) Les traitements ou salaires gagnés par ce personnel au cours de l'exécution du projet;

b) Tout le matériel et les fournitures importés dans le pays aux fins de l'exécution du projet ou qui, après avoir été importés peuvent ensuite en être retirés; et

c) Toutes quantités importantes de matériel et de fournitures acquises sur le marché local aux fins de l'exécution du projet tel que, par exemple, l'essence et les pièces de rechange nécessaires au fonctionnement et à l'entretien du matériel mentionné à l'alinéa b) ci-dessus, étant entendu que les catégories et les quantités approximatives de biens qui doivent être exemptés de droits ainsi que les formalités à respecter feront l'objet d'un accord avec le Gouvernement et seront indiquées, le cas échéant, dans le Plan d'exécution; et

d) Comme dans le cas des concessions accordées au même moment au personnel du PNUD et de l'Organisation chargée de l'exécution, tous biens importés, y compris une automobile par employé, par la Société ou l'organisation, ou par son personnel, pour leur consommation ou leur usage privé, ou qui, après avoir été importés dans le pays, peuvent ensuite en être retirés lors du départ de ce personnel.

29. L'Organisation chargée de l'exécution peut renoncer aux privilèges et immunités auxquels ces sociétés et organisations, ainsi que leur personnel, peuvent avoir droit, et qui sont énoncés dans les paragraphes précédents, lorsqu'à son avis, ou de l'avis du PNUD, l'immunité gênerait le cours de la justice et qu'il peut y être renoncé sans porter préjudice à la bonne exécution du projet ou aux intérêts du PNUD ou de l'Organisation chargée de l'exécution.

30. L'Organisation chargée de l'exécution fournira au Gouvernement par l'intermédiaire du Représentant Résident, la liste du personnel auquel s'appliquent les privilèges et immunités énoncés ci-dessus.

ORIGINAL DIRECT

RECORDS CONTROL

Aug 30 1974

^{Ke}
K. Chhor/js

Cl. Mr. Watts

Mr. Radovic

cc. Mr. Bonnevie
Mr. Van Essche
Mr. Hartvelt

Mr. Michel Doo Kingué, Assistant Administrator
and Director, Regional Bureau for Africa, UNDP

27 August 1974

TE 322/1 CHAD
(100-1)

Robert J. Crooks, Director,
Office of Technical Co-operation, ESA

TE 311/1 CHAD

CHD/72/003/A/01/01: Assistance to the Establishment of a Housing Agency

We wish to confirm our endorsement of the request by the Government of Chad for a PPA budget in the amount of \$ 77,000, in order to initiate recruitment of an expert in Architecture and expedite implementation of five fellowships in Togo and Upper-Volta.

The United Nations stands ready to execute this project. We should be grateful, therefore, for your immediate approval.

ORIGINAL DIRECT

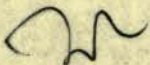
S. Wickremesinghe/jb
RECORDS CONTROL

26 AUG 1974

20 Août 1974

~~NCI32/226 CHD~~

M. Howard Brand, Chef
Section de la géologie et des mines, R&T


Igor Radović, Chef
Section des ressources physiques
Service pour l'Afrique, BCT

TS 311/1 CHM

TCHAD : CHD/74/004 - "Evaluation des gites à carbonate et bicarbonate
sodiques du Lac Tchad".

1. Nous venons de recevoir une deuxième requête pour un projet en recherches minières, par suite à la mission récente de M. Van de Graaff.
2. Vous voudrez bien nous communiquer vos observations sur l'ensemble du document de projet préparé par M. Ferrante.

ORIGINAL DIRECT

RECORDS CONTROL
S. Wickremesinghe/jb

26 AUG 1974

M. Howard Brand, Chef
Section de la géologie et des mines, RMT

19 Août 1974

~~EC132/226 CHD~~

Igor Radović, Chef
Section des ressources physiques
Service pour l'Afrique, BCT

TE 311/1 CHAD

TCHAD : CHD/74/014 - Recherches minières dans le Logone

1. Suite à la mission de M. Van de Graaff, nous venons de recevoir une requête pour un nouveau projet de recherches minières.
2. Le brouillon du document de projet ainsi que la lettre du 10 Août du Représentant Résident vous sont envoyés ci-joints pour commentaires.

REGISTRY FILE COPY

DRAFTER: _____

FILE No. TE 311/1 CHAD

LTF

UNDEVPRO

NDJAMENA (CHAD) =

168LY YRCAB UN 146 CHD/74/006 OUR COMMENT SENT TO UNDP AND YOURSELF

X AUGUST =

WATTS +

COL 168 146 CHD/74006 +

UN 090

RECORDS CONTROL

AUG 13 1974

157403 10 1112-55

ORIGINAL DIRECT

R. Giraudon/arb

Mr. Kenneth Watts, Deputy Director
Africa Branch, OTC

15 August 1974

TE 311/1 CHAD

Karl-Erik Hansson, Officer-in-Charge
Resources and Transport Division

CHAD/72/002 - Strengthening of the Geological Service

RECORDS CONTROL

AUG 19 1974

With reference to your memorandum of 31 July, we are forwarding herewith our evaluation of the proposals received from

- (i) Geomap Geological Survey (Italy)
- (ii) Geophoto Services (USA)
- (iii) Kenting Earth Sciences (Canada)

for a photogeological survey to be carried out in Chad on behalf of the United Nations mineral survey in progress in that country.

(i) Geomap Geological Survey: The proposal is well presented and meets all the specifications. The company has considerable experience in photogeology, but it is evident that this experience relates to surveys for oil companies, hydrogeological studies or engineering, in most cases. The curricula vitae of the proposed personnel reflects the same kind of experience that could be considered a drawback for a mineral survey in a mainly crystalline rock area, such as this project. The personnel seems to have a good knowledge of French, which is important. The overall price is scarcely under the \$30,000 earmarked in the budget, and it is the only proposal received which does not exceed the budget.

(ii) Geophoto Services: This company has long, worldwide experience and presented a good proposal. All the specifications are met, although the c.v.'s of the proposed personnel indicate limited experience in surveys in Africa and poor knowledge of French. The overall price is \$33,000 and therefore exceeds the amount allocated in the budget.

(iii) Kenting Earth Sciences: The cover of this company's proposal is not bad, but the content is rather sketchy. It appears that the drafter of this proposal did not read the specifications carefully as he intends to order aerial photographs and maps from Paris without any consideration of the delay involved and the fact that this material must be supplied by the project. This company would supply uncontrolled mosaics instead of controlled or semi-controlled as proposed by the other bidders. No details were given

.../...

as to the quantity and types of reports and maps to be supplied. Only one photogeologist, a consultant, is proposed without any mention of his knowledge of foreign languages. One of the main references of this consultant is the work he performed in Cameroon which, in our opinion, was not very accurate. Furthermore, the requested breakdown of prices is not given and the overall price, the highest among all the bids received, is \$10,000 above the amount earmarked in the budget.

Recommendations

We recommend that Geophoto be awarded the contract for the following reasons:

- the firm is the only one which has good experience in, and well-trained teams for, photogeological surveys in hardrock areas;

- despite the fact that the proposal slightly exceeds what is earmarked in the budget, the price is reasonable, chiefly if some consideration is given to the sharp rise in costs in recent years.

However, the following condition must be met:

- the firm will have to send to Chad to carry out field investigations, a senior photogeologist with some experience of Africa and some knowledge of French in order to facilitate the exchange of information with the project team. The same senior photogeologist will have to participate in final interpretation afterwards.

Received: _____

Date: _____

RECORDS CONTROL

AUG 13 1974

GU 24 F(UNDP)NDJAMENA 40 7/8

ETAT

UNDEVPRO

NEW YORK

GU 25

ETAT

UNATIONS

NEW YORK

INCOMING
INFO COPY
FILE NO. TE 311/1 CHAD 7/8
ACTION
TO <i>h m m a t e n e / m a d a l</i>

*retransmettre
see 8-11-74*

DP193 INFO UN156

MUFTI INFO WATTS CHD/74/006 NOTRE DP182 .ET UN 146 - GOUVERNEMENT

PRET SIGNER DOCUMENT SOUMIS NOLETTRE 74/752 DU 31 MAI 1974.

PRIERE AVISER D'URGENCE VOTRE POSITION ET CAS ECHEANT ENVOYER

MODIFICATIONS REQUISES PAR CABLE.

UNDEVPRO/NDJAMENA.

COL 74/006 182 146 74/752 31/1974

RECEIVED

8 AUG 1974

*cc Mr. Tangil / Mr. Hanstein
WF*

*9874
jb.*

HR/AB/OTC

ORIGINAL DIRECT

RECORDS CONTROL

AUG 13 1974

5 August 1974

TE311/1 CHAD

Dear Mr. Bell,

Subject : CHD/74/006 - Strengthening of Economic and Social Planning
Services : Human Resources Adviser

.....

Attached please find a copy of the draft project document for CHD/74/006, approved by the Government, which has been submitted by the Resident Representative. This draft project document was prepared, in consultation with the Government, by our technical adviser to the project during a recent mission to Chad.

The project as formulated meets two needs : it responds to the interest of the Minister of Modern Economy, of Plan, of Commerce and of International Cooperation in obtaining the services of a planning team to elaborate a four-year plan, and it takes into account the existing situation in Chad which does not permit the elaboration or implementation of a realistic plan. Project work is to concentrate above all on preparatory activities preceding plan formulation, such as sectoral programming, the formulation of productive projects and the establishment of economic planning machinery.

The services of a human resources adviser are foreseen under this new project through end 1976. This post is largely a continuation of the post already provided for under the on-going CHD/68/014, which was held by Mr. M. Dahano through May 1973, and for which Mr. Jean-Pierre Gutknecht was accepted by the Government last May.

We would like to be informed of Mr. Gutknecht's anticipated arrival date in Chad. We would also appreciate receiving your comments on the work programme envisaged for the human resources planner under CHD/74/006. You may wish to somewhat modify the job description for Mr. Gutknecht to conform to the work programme of the new project. Would you kindly send us a copy of the job description.

Yours sincerely,

KW
Kenneth Watts, Deputy Director
Africa Branch
Office of Technical Co-operation

I L O
Mr. Darwin Bell
Chief Technical Cooperation Department
154, rue de Lausanne
Geneva, Switzerland.

ORIGINAL DIRECT

RECORDS CONTROL

AUG 13 1974

2 August 1974

TE311/1 CHAD

Dear Mr. Quijano-Caballero,

Subject : CHD/74/006 - Strengthening of Economic and Social Planning
Services : Industrial Planner.

..... Attached please find a copy of the draft project document for CHD/74/006, approved by the Government, which has been submitted by the Resident Representative. This draft project document was prepared, in consultation with the Government, by our technical adviser to the project during a recent mission to Chad.

The project as formulated meets two needs : it responds to the interest of the Minister of Modern Economy, of Plan, of Commerce and of International Cooperation in obtaining the services of a planning team to elaborate a four-year plan, and it takes into account the existing situation in Chad which does not permit the elaboration or implementation of a realistic plan. Project work is to concentrate above all on preparatory activities preceding plan formulation, such as sectoral programming, the formulation of productive projects and the establishment of economic planning machinery.

The services of an industrial planner, currently provided by Mr. Léon Russon under CHD/68/014 Economic Planning Team, are envisaged to continue through December 1976 under this new project. We have had the opportunity to evaluate Mr. Russon's work on the basis of his reports and also during a recent mission to Chad by our technical adviser. We are favorably impressed by Mr. Russon's work, and would be pleased to see him remain in post for the duration of the new project, provided you, the Government and the Resident Representative concur. Will you kindly let us know, in due course, what decision has been reached regarding Mr. Russon's continuation in post.

We would appreciate receiving any comments you may have on the work programme envisaged for the industrial planner.

Yours sincerely,

KW
Kenneth Watts, Deputy Director
Africa Branch
Office of Technical Co-operation

UNIDO
Mr. Quijano-Caballero
P.O. Box 707
A-1011 Vienna,
Austria

cc. Mr. Doo Kingue
Mr. Challons
Mr. Hartstein

cl. Mr. Hartstein ^{MM}
Mr. Mortensen
Mr. Camara ^{jac}

^{MM}
M. Marchal/jb

ORIGINAL DIRECT

RECORDS CONTROL

AUG 13 1974

TE311/1 CHAD

2 August 1974

VIA POUCH

Dear Mr. Ly,

Subject : CHD/74/006 - Strengthening of Economic and Social Planning Services - Draft Project Document.

We refer to Mr. Bonnevie's letter of 31 May submitting the draft project document for CHD/74/006.

While we fully agree with the project as formulated, we must point out that the envisaged recruitment date of 1 October 1974 for the general economist and the physical planning economist is unrealistic. The earliest realistic date for recruitment is March 1975, although we may be able to find candidates sooner. We have asked FAO to inform us of the date envisaged for recruitment of the agricultural planner. A candidate for the post of manpower adviser (provided by ILO) has already been accepted by the Government within the on-going CHD/68/014 project. The post of industrial economist (subcontracted to UNIDO) is filled, under the on-going CHD/68/014 project, and we hope to retain the expert for the new project. Recruitment of the Volunteer should take three to four months after the Resident Representative has formally requested recruitment.

The work programme for the project will have to be adjusted, in due time, to reflect actual recruitment of individual experts.

We agree with the amount and type of logistical support, that is equipment, maintenance and administrative costs, foreseen by the project document. There are however, some minor errors and budgetary inconsistencies, and we request that these be corrected in the final version of the document. We refer to the following :

Section I. B

- paragraph 5 has a phrase missing in the fourth line.

Section III. B

- paragraph 2 should be re-titled to read "Administrative Support Personnel". Reference should be made here to the locally recruited assistant to the Volunteer, as well as to other administrative support personnel (1 secretary, 2 chauffeurs, 3 stenographers, whose costs are estimated at \$13,500). Appropriate budgetary provision, should be made under budget line 13 of the UNDP budget.

/...

Mr. Bocar Ly
UNDP Resident Representative a.i.
P.O. Box 906
N'djamena, Chad

- p.8. paragraph 3 : the reference to sub-contracted services should be deleted, since it does not refer to services provided for under budget line 10 and costed at the standard \$2,500 per man/month.
- p.8. paragraph 5 : Equipment
 - (a) expendable equipment, (budget line 41) should include provision for office supplies, estimated at \$8,600 on the work-sheet sent with the project document.
(Gasoline and oil are budgeted under budget line 51).
 - (b) non expendable equipment, (budget line 42) should include office furnishings, estimated at \$3,400. Regarding the provision of 5 new vehicles, we wish to point that two vehicles were bought in 1972 for CHD/68/014 and will be transferred to this new project. Since we are to provide a total of six experts, we would like your confirmation that project work will require seven cars. Budgeted equipment costs for all items compare favorably with Headquarters purchase prices, with the exception of the Peugeot Berline which Headquarters can obtain and deliver (within some four months) for about \$3,500. Equipment delivery dates should be rephased.
- p.8. last paragraph (to be numbered) ; Miscellaneous :
 - maintenance and operation of equipment (budget line 51) : this covers gasoline and oil estimated in the work sheet at about \$13,930, and maintenance costs estimated at \$4,000. Calculations of these costs are based on all equipment available to the project (including transfers from CHD/68/014) and of course total project duration.
 - reporting costs should be provided for (budget line 52). Presumably each expert will prepare a final report on his own area of work, at a pro-forma cost of \$750 per report.
 - sundry : provision for sundry expenses (budget line 53) is made at 1% of all other project costs. For this project provision should additionally be made for the following expenditures :
 - transit costs for equipment, estimated at \$3,500. These costs, usually borne by Governments, can be assumed by UNDP in the case of LDCs.

- travel costs within the country for counterpart and locally hired personnel can as necessary be budgeted under the UNDP miscellaneous budget. In the case of LDCs UNDP is willing to assume this cost. Travel costs within the country for all internationally recruited personnel are absorbed within the standard costing per man/month.
- UNDP direct costs : the mid-project review (budget line 54) should be budgeted at \$3,000, and its date should be rephased.

Government Contribution :

- a counterpart is to be provided for each expert. While this may not be realistic, it imposes an obligation on the Government, and we therefore wish to retain this provision.
- the Government budget indicates that equipment, offices, and certain operating expenses will be made available by the Government. This budget should be realistic, so that gaps in logistical support to the project can be foreseen and provided for under the UNDP contribution.

We request that your office draw/a final version of the project document /vp taking into account the comments we have made. We suggest 1 March 1975 as the starting date for the project, this being the earliest realistic date for the arrival of the general economist and the physical planning economist. Hopefully the agricultural planner and the volunteer can also be in place by then. The services of the industrial planner and the manpower planner currently financed under the CHD/68/014 project would become chargeable to CHD/74/006 as of 1 March 1975 (as already proposed in our letter of 24 July discussing the CHD/68/014 project revision).

Job descriptions for the general economist, the physical planning economist and the volunteer are being pouched under separate cover.

By copy of this letter to Mr. Doo Kingue we are sending UNDP our comments on the CHD/74/006 draft project document.

Yours sincerely,

Kenneth Watts
Deputy Director
Africa Branch, OFC/ESA

cc. Mr. Doo Kingue

ORIGINAL DIRECT

TE311/1 CHAD

RECORDS COPY
31 July 1974

AUG 13 1974

Dear Mr. Hartmans,

Subject : CHD/74/006 - Strengthening of Economic and Social Planning
Services: Agricultural Planner

.....
Attached please find a copy of the draft project document for CHD/74/006, approved by the Government, which has been submitted by the Resident Representative. This draft project document was prepared, in consultation with the Government, by our technical adviser to the project during a recent mission to Chad.

The project as formulated meets two needs : it responds to the interest of the Minister of Modern Economy, of Plan, of Commerce and of International Cooperation in obtaining the services of a planning team to elaborate a four-year plan, and it takes into account the existing situation in Chad which does not permit the elaboration or implementation of a realistic plan. Project work is to concentrate above all on preparatory activities preceding plan formulation, such as sectoral programming, the formulation of productive projects and the establishment of economic planning machinery.

The post of agricultural planner envisaged in the project falls within FAO's competence, and we request that FAO implement it under the standard inter-agency subcontracting agreement.

We would very much appreciate receiving your comments on the agricultural planning post, as well as a draft job description. We are informing the Resident Representative that recruitment of new posts falling under our responsibility cannot be envisaged before March 1974. Would you please inform us of the date envisaged by you for recruitment of the agricultural planner.

Yours sincerely,

Kenneth Watts, Deputy Director
Africa Branch
Office of Technical Co-operation

F A O
Mr. Hartmans
Director, Agricultural Operations Division
Via delle Terme di Caracalla
Rome, Italy

cc. Mr. F. Bonnevie

UNITED NATIONS
DEVELOPMENT PROGRAMME



UNITED NATIONS
NEW YORK

PROGRAMME DES NATIONS UNIES
POUR LE DEVELOPPEMENT

RECEIVED

16 AUG 1974

PR/SECTION FOR AFRICA/OTC

~~CONFIDENTIAL~~

INTEROFFICE MEMORANDUM

TO: Mr. R.J. Crooks
Director
Office of Technical Cooperation

Date: 29 July 1974

FILE NO.: CHD/73/004

FROM: John M. Saunders
Officer-in-Charge
Regional Bureau for Africa

SENDER'S TELEPHONE EXTENSION: 5246

SUBJECT: CHD/73/004 - Construction of the Serinaout Barrage

TE 311/1 CHAD

1. Please refer to your memorandum dated 25 April 1974 with which you enclosed a draft project document in respect of the above-mentioned project.
2. This project proposal was duly referred to the Resident Representative, who on 10 May 1974 replied that this project could not be contemplated for the time being as rebel activity had been recently reported in the Serinaout area.
3. As the Area Officer was scheduled to visit Chad in the second half of June, we decided to defer our reply until he had been able to discuss the project on-the-spot with our Resident Representative and the local authorities concerned.
4. The Area Officer reported on his return to New York this month that the Serinaout area is in effect outside of the Government's control and that the project should be shelved for the time being.
5. The Government is, however, interested in the possibility of constructing similar, but smaller-scale, barrages in other areas of the "Ouaddai géographique" that are likely to remain unaffected by the security situation. Accordingly, it is suggested that on Mr. Bouchardeau's next visit to Chad, he should investigate this question and recommend what, if any action, may be taken to comply the Government's wishes.

cc: Mr. Fano
Mr. Bouchardeau
8/16



RECEIVED

29 JUL 1974

HR/AB/OTC

TE 311/1 CHAD.

RCA1229/260

236286 DPNY UR

236286 DPNY UR

61181 FOODAGRI

RECORDS CONTROL

AUG 13 1974

INCOMING

ACTION

TO *Mr. Marshall*
FILE NO. *2)*

☒ ACTION COMPLETED
INITIALS *ib*

RETURN TO
REGISTRY
ROOM 2074

RECORDS CONTROL
AUG 13 1974

1974 JUL 26 PM 2:10

WE HAVE RECEIVED THESE TELEXES FROM N'DJAMENA

IN 146 WATTS CHD/74/006 PLANNING TEAM

PLEASE ADVISE YOUR COMMENTS PRODOCUMENT

BOCARLY UNDEVPRO

UNITED NATIONS
DEVELOPMENT PROGRAMME

RECORDS CONTROL

OCT 14 1974



REPRESENTATION AU TCHAD
Boîte Postale 906 — FORT-LAMY
Téléphone : 39-10 et 39-07

Référence

74/703 PRO 300/CP
NI/cp

Mr. Zelleke —
Mr. Watts should
see this too. He's due back
on 22/VII
PROGRAMME DES NATIONS UNIES
POUR LE DEVELOPPEMENT

P4E 16/7/74

Mr. Bournechal
F.B
f.22/7

N'Djamena, le 18 Mai 1974

TB 311/1 CATAD

Objet : Examen annuel du Programme National pour l'Assistance
du Programme des Nations Unies pour le Développement
au Tchad (PNUD) 1972-1976

Lors de la visite de M. Peterson, Administrateur du PNUD,
en March 1974, il a été décidé d'entreprendre un examen en profon-
deur du Programme National pour l'Assistance du Programme des Nations
Unies pour le Développement au Tchad.

Cette révision du Programme National s'impose pour les
raisonsssuivantes :

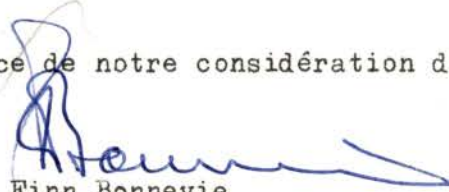
- La réorientation de la politique intérieure du Tchad avec
la création d'un nouveau mouvement politique,
- la sécheresse qui sévit au Tchad depuis 1972,
- l'allocation de nouveaux fonds dans le cadre des mesures
spéciales en faveur des pays les moins favorisés, ainsi
qu'en faveur des pays touchés par la sécheresse,
- un certain retard dans l'exécution du Programme National.

Je vous envoie, ci-joint, le projet de calendrier de cette
révision du Programme.

Nous espérons pouvoir profiter de l'assistance des Agences
d'exécution pour l'évaluation des projets en cours, ainsi que pour
l'identification et l'élaboration des nouvelles demandes d'assistance.

Pour cette raison, il serait souhaitable si une participation
éventuelle des Agences d'exécution pouvait avoir lieu entre le 5 et
le 25 juin.

Veuillez agréer l'assurance de notre considération distinguée.


Finn Bonnevie
Représentant Résident

Tentative time-table : Programme Review 1974

- | | |
|------------------|---|
| 1st - 31st May | Elaboration of sectoral studies
Tripartite review of on going projects
Drafting of a Working Paper for the annual review
of the UNDP Country Programme |
| 1st - 15th June | Discussion of working paper with the Government
Defining of priorities for new projects
Identification of possible project proposals |
| 5th - 25th June | assisted by Mr. Challons, Area Officer, Headquarters :
Drafting of project documents
Drafting of project revisions |
| 25th - 29th June | Drafting of Working Paper for Mr. Doo Kingue's visit |
| 29th - 4th July | Discussion of joint findings and conclusions with
Mr. Doo Kingue |

ORIGINAL DIRECT

RECORDS CONTROL

Visé par : I. Radović
K. Watts

cc. M. Camara, DAFO
M. Bouchardeau, R&T

3 - MAY 1974

MMK/CM

25 AVRIL 1974

M. Michel Doo Kingué
Administrateur adjoint et Directeur
Bureau régional pour l'Afrique, PNUD

TE 311/1 CHAD

R. J. Crooks, Directeur
Bureau de la coopération technique, AES

TCHAD : Construction du barrage de Sérinaout

..... 1. Nous vous prions de trouver ci-joint copie du document provisoire du projet susmentionné établi par notre conseiller technique, M. André Bouchardeau, lors de sa mission de formulation du projet du 2 au 14 mars 1974, pour vos observations.

2. Le projet est inscrit dans l'inventaire des projets "sécheresse" préparé par le S.S.O. pour le C.I.L.S.S. (Comité permanent intérêts de lutte contre la sécheresse dans le Sahel) sous le numéro CHD/105. Le Gouvernement attribue à ce projet une grande importance. En premier lieu, il s'agit de procurer de l'eau à une région de l'Est du Tchad particulièrement déshéritée. Deuxièmement cet ouvrage sera l'occasion de créer et d'équiper un service de construction de petits barrages. Ce genre d'ouvrage n'a jamais été considéré au Tchad pour l'alimentation en eau des populations, des troupeaux et pour l'irrigation en raison du dogme bien ancré dans les services du Gouvernement que "seules les eaux souterraines sont une source permanente d'eau de bonne qualité". Le barrage de Sérinaout sera donc l'occasion d'introduire une technique nouvelle dans le pays.

3. En ce qui concerne le financement de ce projet, nous vous référons au télégramme numéro 67 du Représentant résident et à notre réponse numéro 82 (tous deux copiés à vous). En conséquence nous ne pensons pas qu'il y aura une difficulté pour inscrire le total de la contribution du PNUD prévue à U.S.\$640,000 dans le programme C.I.P. du Tchad. Le projet étant situé dans le Biltine (Nord de l'Ouaddaï géographique) et son siège technique à Abeche, il aura des relations avec le projet du B.I.T. (Développement rural de l'Ouaddaï). Dans ce contexte le Représentant résident avait envisagé de fusionner les deux projets. Pour des raisons discutées au téléphone entre MM. Challons et Watts, nous comprenons que nos deux services sont d'accord que cet approche ne serait pas dans l'intérêt compris du projet; et que vu l'objectif précisé de ce projet, il serait mieux de le laisser intacte pour être exécuté par les Nations Unies.

cc. M. Finn Bonnevie, Représentant résident du PNUD à Ndjamena

ORIGINAL DIRECT

RECORDS CONTROL

APR 1 1974

AB/MJ

25 March 1974

Mr. K. Watts, Deputy Director
Africa Branch, OTC

Mr. V. Baum, Director
Resources and Transport Division

A. Alagappan, Chief
Water Resources Section, RTD

TE 311/1 CHAD

Tchad - Construction du barrage de SERINAOUT

..... Nous vous prions de trouver ci-joint le document provisoire du projet "Construction du barrage de Serinaout" établi par notre conseiller technique M. Bouchardeau lors de sa mission au Tchad du 2 au 14 mars 1974 (voir rapport de mission transmis d'autre part).

Nous ferons sur ce projet les remarques suivantes :

1. Le projet est inscrit dans l'inventaire des projets "sécheresse" préparé par le SSO pour le CILSS (Comité Permanent Interétats de lutte contre la Sécheresse dans le Sahel) sous le no. CHD 105.
2. Le gouvernement, et en particulier, M. Djonouma attribuent à ce projet une grande importance. En premier lieu il s'agit de procurer de l'eau à une région de l'Est du Tchad particulièrement desheritée, et où il faut faire quelque chose pour des raisons politiques. Deuxièmement, cet ouvrage serait l'occasion de créer et d'équiper un service de construction de petits barrages. Ce genre d'ouvrage n'a jamais été considéré au Tchad pour l'alimentation en eau des populations, des troupeaux et pour l'irrigation, en raison du dogme bien ancré dans les services du gouvernement que "seules les eaux souterraines sont une source permanente d'eau de bonne qualité". Il va sans dire que de très nombreux petits barrages ont été construits dans des régions où les conditions physiques et climatologiques sont identiques. Le barrage de Serinaout sera donc l'occasion d'introduire une technique nouvelle dans le pays.
3. On doit souligner que le Fonds d'Aide et de Coopération (FAC) français envisage d'autre part d'équiper le Génie Rural pour le creusement de Hafirs. Ce projet ne fait pas double emploi avec le notre mais les matériels fournis par les deux projets devront être complémentaires dans la mesure du possible.
4. Le document provisoire a généralement été très bien accueilli par les services tchadiens, Il y aura peut-être une difficulté pour inscrire le total de la contribution du PNUD prévue (640.000 US\$) dans le programme tchadien. Le représentant résident se préoccupe de ce problème.
5. Le projet étant situé dans le Biltine (Nord de l'Ouaddaï géographique) et son siège technique à Abeche il aura des relations avec le projet BIT "Développement rural de l'Ouaddaï". Dans ce contexte le représentant résident a envisagé de fusionner les deux projets. A notre avis ce serait une erreur puisqu'il n'y a rien dans ce projet qui soit de la compétence ordinaire du BIT, et qu'il est, par contre normalement de notre ressort. L'exécution devrait donc en être confié aux Nations Unies, qui, naturellement feront appel à la collaboration du BIT si besoin est. D'autre part M. Moyen, puisatier mis à la disposition du projet BIT par UN/OTC, pensait que ces petits barrages seraient construits pour la recharge des nappes et

que le service responsable serait le Serarhy. En fait des petits barrages ont bien d'autres usages et le gouvernement a décidé d'en confier l'exécution à la direction du Génie Rural.

Il y a donc un malentendu qui sera dissipé, pensons-nous, par le gouvernement quand il fera la demande du projet au PNUD.

On doit ajouter que M. Sivilia, directeur du SERARHY, nous a lui-même confirmé qu'il n'était pas concerné par ce projet. M. Bouchardeau a fait cette visite à M. Sivilia en compagnie de M. Welty directeur du projet BIT.

ORIGINAL DIRECT

cl+cc: Mr. E. Fano
Mr. J. Camara

I. Nyaboya
Dr: A. Al-Futaini
cl: Mr. I. Radovic
Mr. K. Watts

RECORDS CONTROL

21 MAR 1974

15 March 1974

Mr. M. Doo Kingué, Assistant Administrator and
Director, Regional Bureau for Africa, UNDP

R. J. Crooks, Director
Office of Technical Co-operation, ESA

CHD/73/004: Développement Rural du Ouaddaï Phase II--
Volet hydraulique

1. We would like to refer to letter of 23 February 1974 from Mr. Finn Bonnevie to Mr. K. Watts, a copy of which was forwarded to you. This letter transmitted a copy of a request by the Government for preparatory assistance which includes continuation of the well-digger services as well as the services of a hydrogeologist both to be implemented by the United Nations (OTC).

2. It is our understanding that the schedule of operations for the Project would have to be revised. The total 24 m/m for the two experts can no longer be implemented during 1974.

3. In principle we agree to implement both expert posts, and in view of time limitations we would appreciate receiving your approval for the necessary funds. Copies of this memorandum are being forwarded to both Mr. F. Blanchard (ILO) and Mr. Finn Bonnevie. Normal arrangements between ILO and the United Nations as Participating Agency will hopefully be made accordingly soon.

cc: Mr. F. Blanchard
Mr. Finn Bonnevie



RECORDS CONTROL

REPRESENTATION AU TCHAD
Boite Postale 906 - FORT-LAMY
Téléphone : 39-10 et 39-07

OCT 18 1973
ACTION

Référence 73/2517
NI/mtk

PRO.400/REPORTS/PROG.NAT.

Ndjamena, le 19 OCT 1973

Cher Monsieur,

Objet : Rapport sur l'exécution du Programme National
(1972-76) du Tchad.

J'accuse réception de votre lettre du 21 Septembre 1973

C'est avec plaisir que nous avons pris connaissance de vos remarques et nous vous en remercions.

1. Remarques générales et Planification :

Il est indéniable que nous avons pris un certain retard dans l'exécution du programme en 1972. Cependant nous ne croyons pas que ce retard soit irréversible. En effet, tous les projets prévus dans le Programme National n'ont pu être entamés jusqu'à ce jour à l'exception du projet habitat. Plusieurs grands projets (CHD/71/510, CHD/72/003) ont pu être mis en route durant ces derniers mois et leur exécution semble en bonne voie.

Nous convenons avec vous qu'un certain découragement ou un manque d'intérêt s'est manifesté de la part du Gouvernement. Le Tchad a traversé une période de réflexion à la recherche de nouvelles institutions mieux adaptées à sa situation sociale et économique. L'abolition du Parti Progressiste Tchadien (P.P.T.) et la création du Mouvement National de la Révolution Culturelle et Sociale (M.N.R.C.S.) a absorbé la plupart de l'énergie de l'administration. Nous espérons que la création récente d'un nouveau Gouvernement et la nomination d'un Ministre d'Etat chargé de l'Economie moderne, du Plan, du Commerce et de la Coopération Internationale permettront d'aller en avant avec un nouvel élan.

Il est malheureusement vrai que la plupart des projets n'ont pas eu de résultats très tangibles. Malgré notre conviction que le développement n'est jamais spectaculaire, nous convenons avec vous que davantage de résultats "visibles" sont nécessaires pour remonter le moral. Nous comptons beaucoup sur certains nouveaux projets pour fournir une image un peu plus concrète de notre assistance. Le projet "Approvisionnement en eau des zones rurales" est une action concrète qui sera directement bénéfique à un grand nombre de personnes.

.../...

B/F 28 oct

TO:
1 MR. WATTS
2
3
4
5
6
7
8
9
10
11
12
13
14
15
16
17
18
19
20
21
22
23
24
25
26
27
28
29
30
31
32
33
34
35
36
37
38
39
40
41
42
43
44
45
46
47
48
49
50
51
52
53
54
55
56
57
58
59
60
61
62
63
64
65
66
67
68
69
70
71
72
73
74
75
76
77
78
79
80
81
82
83
84
85
86
87
88
89
90
91
92
93
94
95
96
97
98
99
100



C73/2517 PRO.400/REPORTS/PROG.NAT.
NI/mtk

Ndjamena, le 9 Octobre 1973

Il a été demandé au nouveau Bureau de Promotion Industrielle d'élaborer dès que possible un ou deux projets industriels qui pourront immédiatement se réaliser.

Nous regrettons la stagnation du projet d'équipe de planification. Nous convenons avec vous qu'il vaudrait mieux s'occuper de l'élaboration et de l'évaluation de projets individuels ou d'un groupe de projets que de se lancer dans une analyse théorique de l'économie tchadienne. C'est dans cette direction que nous essayerons de relancer l'idée d'une équipe de planification.

2. Recherches minières : Entre temps, vous avez du recevoir l'avis du chef de projet et notre position quant à l'exécution de ce projet. Nous attendons la réaction de notre Siège. Malheureusement, il faut d'ores et déjà dire que le projet ne pourra exécuter les travaux prévus durant la période sèche et que le projet sera ainsi retardé d'une année.

3. Habitat : Lors de la visite de M. Courtier, chef du Centre Cacavelli, il a été décidé de procéder avec prudence dans l'exécution de ce projet. Nous avons convenus de commencer ce projet avec la formation d'un certain nombre de Tchadiens au Centre de Construction et de Logement au Togo suivie de l'affectation du chef de projet qui déterminera les actions à entreprendre. Nous avons établi une demande d'assistance préparatoire, dont une copie est jointe. Nous espérons pouvoir soumettre cette demande au nouveau Ministre du Plan dans un avenir proche.

Veuillez agréer, cher Monsieur, l'assistance de ma considération distinguée.

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'Finn Bonnevie'.

Finn Bonnevie
Représentant Résident

M. A.K. Watts
Directeur Adjoint
du Service de l'Afrique
Nations Unies
New York

PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT

Demande d'assistance préparatoire du Gouvernement du TCHAD

Titre du projet : Assistance à l'instauration d'un service d'Habitat et animation pour la construction

Numéro du projet : CHD/72/003/A/01/01

Secteur : Sécurité Sociale et autres services sociaux

**Durée des Travaux préparatoires
1 an**

Sous-Secteurs : Habitation, construction et planification physique

**Organisme coopérateur du Gouvernement :
Ministère de l'Aménagement du Territoire
et de l'Habitat
(Direction de l'Habitat)**

**Organisation chargée de l'exécution :
Organisation des Nations Unies
(ONU)**

**Date de soumission :
22 Août 1973**

**Date de mise en route :
1er Octobre 1973**

Contribution du Gouvernement : CFA

Contribution du PNUD : dollars des E.U.

pour l'organisation d'exécution

Date :

pour le PNUD

Date :

I - ORIGINE ET RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

A. Justification du projet préparatoire :

Le projet de l'assistance à l'instauration d'une politique d'habitat et animation pour la construction jouit d'un grand intérêt auprès du Gouvernement du Tchad. Il est de plus en plus évident que le phénomène de l'urbanisation rapide devient un facteur clé pour le développement national en Afrique.

Il est vrai que le taux d'urbanisation est encore faible au Tchad : en 1972 la population du Tchad est estimée à 3.791.000 habitants. La population des villes de plus de 5.000 habitants est estimée à 12 % du total, soit 455.000 habitants. Cependant la croissance de la population des villes (et surtout de la capitale) est rapide dépassant déjà la capacité d'absorption et va en s'accroissant.

La croissance annuelle de la population des villes est en 1972 de l'ordre de 8 %. Elle est due à trois phénomènes principaux :

- l'exode rural
- la forte natalité 43,14 o/oo
- l'abaissement de la mortalité 20,95 o/oo

Ces trois causes de la croissance de la population des villes sont permanentes et irrésistibles. La croissance continuera et probablement s'accroîtra encore. Le besoin d'une action dans le domaine de l'habitat s'impose. La formation et la création d'institutions sont particulièrement importantes en ce moment.

Le projet proposé est la suite d'un volet du projet intitulé "Equipe de Planification Economique" CHD/68/014 dans lequel un expert a fait des analyses technologiques et des recommandations concernant l'habitat et l'utilisation des matériaux locaux pour la construction. Il s'est avéré nécessaire, en tout premier lieu d'assister à la création d'un service de l'habitat pour concevoir et mettre en oeuvre une politique couvrant les aspects techniques, socio-économiques, financiers et de formation professionnelle concernant l'habitat au sens large, c'est à dire non seulement le logement mais également les terrains, les infrastructures techniques et les équipements sociaux.

II - OBJECTIFS DU PROJET

Le projet figure à la section IV, page 43 du Programme National pour l'Assistance du Programme des Nations Unies pour le Développement au Tchad (P.N.U.D.) 1972-1976.

.../...

A. Objectifs à long terme :

Ce projet d'assistance à l'instauration d'un service d'habitat et animation pour la construction répondra aux besoins du secteur de la construction, contribuant particulièrement au développement et à l'utilisation des matériaux locaux, à l'application des méthodes nouvelles de construction, à la réalisation des constructions prototypes et à l'organisation de la production des matériaux de construction.

Durant cette phase préparatoire, l'élaboration d'une politique nationale dans le domaine de l'habitat et des activités de construction est prévue. Le but est la création d'un service de l'habitat capable de la mise en oeuvre d'une politique d'habitat couvrant tous les aspects concernant l'habitat, et surtout l'emploi des matériaux locaux pour une construction traditionnelle améliorée.

B. Objectifs à court terme :

- Formation d'un certain nombre de Tchadiens au Centre de Construction et de Logement au Togo,
- mise au point des études déjà faites concernant les ressources locales,
- élaboration d'un plan d'action pour la continuation des activités dans le domaine de l'habitat,
- préparation de l'étude pour l'élaboration d'un plan national de l'habitat.

III - PLAN D'EXECUTION

A. Description des activités du PNUD :

<u>Activités du projet</u>	<u>Lien</u>	<u>Date</u>
- Départ de 5 boursiers pour formation	Lomé Togo	10 Octobre 1973
- Formation aux problèmes techniques de l'Habitat au Centre de la Construction et du Logement à Cacavelli, Lomé	Lomé	1er Octobre 1973 30 Septembre 1974
- Arrivée du chef de projet technicien de l'habitat	Fort-Lamy	1er Juin 1974
- Rassembler toute la documentation et les études existantes relatives à la situation des activités de construction et de l'habitat au Tchad	Fort-Lamy	1er Juin - 1er Juillet 1974

.../...

- Revue des données et de la documentation, établissement des priorités	Fort-Lamy	1er Juillet 1er Août
- Visite à Cacavelli pour faire procéder à des analyses, essais	Togo	1er Août-1er Sept.
- Prise de connaissance des expériences du Centre et contrôle du travail des trois stagiaires tohadiens		1er Septembre - 1er Octobre
- Elaboration d'un document de projet et d'un plan d'activités pour la continuation des travaux	Fort-Lamy	
- Rentrée des stagiaires et fin des activités préparatoires		1er Octobre 1974

B. Description des apports du PNUD :

1.) Affectation du personnel international :

- Chef de projet - technicien de l'habitat (expert en matériaux de construction et habitat social). Cet expert sera de préférence un architecte, spécialiste de l'habitat, possédant une vaste expérience dans la production des matériaux de construction économiques, ainsi que dans la conception et construction des habitations et des dotations socio-culturelles bon marché. L'expert devra connaître à fond les conditions spécifiques de sa zone de travail. Il sera seul durant les quatre premiers mois jusqu'au retour des boursiers de leurs stages à Lomé.

2.) Fourniture de services sous-traités : néant

3.) Dispositions concernant la formation :

Le projet commencera avec l'envoi de 5 tohadiens au Centre de Construction et du Logement à Cacavelli, Togo pour une formation de 12 mois. Les boursiers, des adjoints techniques diplômés, seront formés aux problèmes techniques de l'habitat. La spécialisation de leur formation apparaîtra au cours des stages.

4.) Apports du PNUD en fournitures et matériel :

Matériel durable :

Date de livraison :

- voiture Peugeot 404 break, 4.500 dollars

1er Juin 1974

- équipement d'expérimentation 22000 dollars

1er Juin 1974

BUDGET PREPARATOIRE RELATIF A LA CONTRIBUTION DU PNUD

(en dollars des Etats Unis)

PAYS : TCHAD

N° du projet : CHD/72/003/A/01/01

Titre : Assistance à l'instauration d'un service d'habitat et animation pour la construction

	TOTAL		1973		1974		1975	
	h/m	\$	h/m	\$	h/m	\$	h/m	\$
10 PERSONNEL DU PROJET								
11 Experts								
11-01 Directeur du projet	12	30.000			7	17.500	5	12.500
19 Total pour l'élément	12	30.000			7	17.500	5	12.500
30 FORMATION								
31 Bourses								
31-01 5 bourses à Cacasvelli	5/60	32.000	5/15	11.750	5/45	20.250		
39 Total pour l'élément	5/60	32.000	5/15	11.750	5/45	20.250		
40 MATERIEL								
42 Matériel durable :								
42-01 Véhicule Peugeot 404		4.500				4.500		
42-02 Equipement bureau		1.000				1.000		
49 Total pour l'élément		5.500				5.500		
50 DIVERS								
51 Fonctionnement et entretien du véhicule		500				500		
52 Petit matériel de bureau		500				500		
53 Autres dépenses : frais de voyage et de déplacements		1.000				1.000		
59 Total pour l'élément		2.000				2.000		
99 TOTAL GENERAL		69.500		11.750		45.250		12.500

ORIGINAL DIRECT

RECORDS CONTROL

NV/40

22 AUG 1973

Monsieur I. Radović, Fonctionnaire chargé de la
Branche pour l'Afrique, BCT

le 16 août 1973

Guy B. Gresford, Fonctionnaire chargé de la
Division des ressources et des transports

TE 311/1
CHAD

Edward Kalian, Fonctionnaire chargé de la
Section de géologie et des mines, DRT

**TCHAD : Programme national pour l'assistance du Programme des Nations
Unies pour le Développement 1972-1976 - Revue annuelle**

1. Nous constatons à la page 2 que le Gouvernement du Tchad, avec l'accord du Représentant Résident, a présenté au PNUD une demande pour que la contribution initiale de \$427,000 soit portée à \$630,750. C'est une excellente idée; cela permettra au projet d'être plus efficient. Le Département organique a déjà commenté et approuvé le document du projet rédigé en fonction de la somme prévue de \$630,750.

2. Dans le tableau de l'exécution du programme, il est difficile de retrouver la somme de \$630,750 car le tableau prévoit les sommes suivantes:

1973	:	\$243,300
1974	:	\$191,100
1975	:	\$156,460
1976	:	\$134,960
Total	:	\$725,820

D'autre part, dans la dernière colonne du tableau, on trouve également un total de \$472,800. Nous ne comprenons pas ce tableau en plus, car il ^{ne} correspond à aucune des combinaisons de chiffres prévus.

cc: Monsieur N. Falzon

UNITED NATIONS
DEVELOPMENT PROGRAMME

RECORDS CONTROL

NOV 30 1973



REPRESENTATION AU TCHAD
Boîte Postale 906 — FORT-LAMY

PROGRAMME DES NATIONS UNIES
POUR LE DEVELOPPEMENT

ENCLOSURE ATTACHED

Pt E4/6/73
Mr. Blaque Belais
f 4/6/73

Référence 73/788 8.0.1
cp

Fort-Lamy, le 19 mai 1973

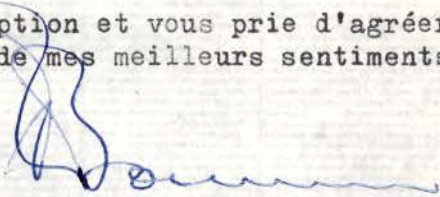
TE 311/1 CHAD

Cher Monsieur Watts,

Conformément à la demande de l'OTC, en octobre 1971, j'ai le plaisir de vous adresser, sous ce pli, :

-
- 1 exemplaire de la liste du personnel en poste au Tchad, mise à jour en Avril 1973 - Section I,
-
- 1 exemplaire de cette même liste, y compris les experts partis du Tchad depuis la dernière édition en Janvier 1973 - Section II.

Je vous en souhaite bonne réception et vous prie d'agréer, Cher Monsieur Watts, l'expression de mes meilleurs sentiments.


Finn Bonnevie
Représentant Résident

Monsieur Kenneth Watts
Acting Deputy Director
Africa Branch
Office of Technical Co-operation
United Nations
New York, N.Y. 10017

REPRESENTATION DU PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT

SECTION 2

Pays : TCHAD
Mise à jour : AVRIL 1973
(départs des Experts du Tchad
depuis la dernière liste éditée en
Janvier 1973)

PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT
Avenue du Général Brosset - B.P. 906 Fort-Lamy -
Adresse télégraphique : UNDEVPRO
n° telex : 5244 KD
Téléphone : 39-10 et 39-07

<u>NOMS</u>	<u>NATIONALITE</u>	<u>FONCTION</u>	<u>DOMICILE</u>	<u>Date d'arrivée/ de départ</u>
M. Finn Bonnevie Mme Janine	Danoise	Représentant Résident	Avenue du Général Bros- set B.P. 906 Fort-Lamy Tél. 37-76	14/11/71
M. Bocar Ly Mme Rougi Bard M. Mamadou, 12 Melle Khaditjatou, 8	Sénégalaise	Conseiller Agricole Principal/Représen- tant de la FAO	Villa Italedil n° 10 Quartier des Evolués Fort-Lamy, Tél. 23-64	27/10/70
M. Paul Fortin Mme Petronella M. Robert, 14	Canadienne	Assistant au Représen- tant Résident (A)	rue de Marseille Fort-Lamy, Tél. 37-91	29/3/71 parti le 9/5/73
M. Stephen Silver Mme Jacquelyn	Américaine	Assistant au Représen- tant Résident (P)	Immeuble des Nations Unies Fort-Lamy Appt. n° 2	28/12/72
M. Nicolas Imboden Mme Kathryn	Suisse	Assistante à la Pro- grammation	Immeuble des Nations Unies Fort-Lamy Appt. n° 10	29/9/72
M. Luigi F. Siciliano Mme Antonella M. Lorenzo, 10 mois	Italienne	Conseiller du PAM	Villa Italedil n° 15 Quartier des Evolués Fort-Lamy	4/10/72

<u>NOMS</u>	<u>NATIONALITE</u>	<u>FONCTION</u>	<u>DOMICILE</u>	<u>Date d'arrivée/ de départ</u>
Mme Marie Sylvie Baulier M. Yves Melle Estelle, 1 an	Française	Secrétaire	Quartier Aéroport B.P. 751, Fort-Lamy Tél. 33-57	2/1/73 partie le 28/4/73
Mme Paulette Duviella M. Jean Melle Nathalie, 4	Haïtienne	Secrétaire	rue de Marseille Fort-Lamy	5/7/71
Mme Armelle Liautaud M. André	Française	Secrétaire	rue de Bordeaux Fort-Lamy, Tél. 26-14	2/11/66 partie le 30.4.73
Mme Marie-Antoinette Malivoir M. Gérard Melle Laurence, 8 mois	Française	Secrétaire (FAO)	rue de Sarh Fort-Lamy	19/12/72
Mme Edith Perrot M. Paul Melle Fabienne, 80	Française	Secrétaire (PAM)	rue de Bordeaux Fort-Lamy	11/9/72
Mme Chantal Picaud M. Michel Melle Laurence, 12	Française	Secrétaire	Quartier des Evolués B.P. 168 - Fort-Lamy Tél. 38-33	2/11/69
Mme Christiane Salvat M. Christian Melle Valérie, 8 Melle Sidonie, 4	Française	Assistante Administra- tive	avenue de Koufra Fort-Lamy, Tél. 23-38	30/6/69

<u>NOMS</u>	<u>NATIONALITE</u>	<u>FONCTION</u>	<u>DOMICILE</u>	<u>Date d'arrivée/ de départ</u>
<u>ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'EDUCATION LA SCIENCE ET LA CULTURE (UNESCO)</u>				
M. Milovan Matic	Yougoslave	Chef de mission (UNESCO)	Immeuble BCD Bastos - Yaoundé (Cameroun)	23/3/66
<u>ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTE</u>				
Dr. Georges Nicolas	Haïtienne	Représentant de l'OMS pour le Tchad et la R.C.A.	Quartier Assana Bangui - Tél. 34-39 (RCA)	Août 1967
<u>ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL</u>				
M. Désiré Robson	Malgache	Conseiller Principal Hors Siège en déve- loppement Industriel	Yaoundé (Cameroun)	18/5/72

<u>NOMS</u>	<u>NATIONALITE</u>	<u>FONCTION</u>	<u>DOMICILE</u>	<u>Date d'arrivée/ de départ</u>
<u>NATIONS UNIES</u>				
<u>CHD/68/014 "Equipe de Planification Economique"</u>				
Direction du Plan et des Aides Extérieures - Fort-Lamy, Tél. 38-97				
M. J.L. Reinlé Mme Marguerite M. Jean-Bertrand, 4	Française	Expert en développement des petites et moyennes industries	Farcha, près du Centre Avicole	27/12/71 parti le 13/1/73
M. Léon Russon Mme Paulette Melle Patricia, 15 Melle Nadine, 10	Française	Expert en développement des petites et moyennes industries	Farcha, près du Centre Avicole	4/4/73
Centre de Formation au Développement (CEFOD) - Fort-Lamy, Tél. 39-16				
M. Raoul Danaho Mme Pélagie Melle Amina, 22	Française	Expert en planification de la main d'oeuvre et de l'emploi	Villa Italedil n° 17 Quartier des Evolués Fort-Lamy, Tél. 35-85	10/2/71
<u>CHD/71/510 "Approvisionnement en eau des zones rurales"</u>				
Serhary, Concession des Travaux Publics, Fort-Lamy - Tél. 23-10				
M. Louis Authosserre	Française	Chef de Projet	Avenue du Général de Gaulle (face à l'Ascot) Fort-Lamy	24/1/73
<u>CHD/72/002 "Recherches minières et formation du Service Géologique du Tchad"</u>				
Direction des Mines et de la Géologie - Fort-Lamy, Tél. 26-30				
M. Marco L. Ferrante	Italienne	Chef de Projet	Avenue du Général de Gaulle (face à l'Ambas- sade du Nigéria), Fort-Lamy	4/3/73
<u>BUREAU INTERNATIONAL DU TRAVAIL (BIT)</u>				
<u>CHD/69/504 "Développement rural du Ouaddaï" B.P. 102, Abéché</u>				
M. Jean Chabasse	Française	Chef de Projet	B.P. 102, Abéché	12/4/69 parti le 10.2.73
M. Georges Welty Mme Irène	Française	Chef de Projet	B.P. 102, Abéché	2/3/73
M. Pierre Escaich	Française	Expert/Instructeur en mécanique	B.P. 102, Abéché	1/8/68
M. Philippe Mahieu	Française	Expert en animation rurale	B.P. 102, Abéché	10/7/71

<u>NOMS</u>	<u>NATIONALITE</u>	<u>FONCTION</u>	<u>DOMICILE</u>	<u>Date d'arrivée/</u>
<u>CHD/69/504 "Développement Rural du Ouaddaï" (suite)</u>				
M. J. Van der Velde Mme Johanna	Hollandaise	Expert-associé en comptabilité et gestion	B.P. 102, Abéché	19/5/72 parti le 30/4/73
<u>ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE (FAO)</u>				
<u>RAF/71/186 "Recensement agricole mondial"</u> 2 Boulevard de Strasbourg, Fort-Lamy - Tél. 32-65				
M. Gerrit Miedema Mme Harma	Hollandaise	Expert-associé en statistiques agricoles	Immeuble des Nations Unies, Fort-Lamy Appt. n° 6	20/7/72
<u>RAF/71/268 "Développement de l'Elevage dans les cantons d'Assalé (Tchad) et Serbewel (Cameroun)"</u> Commission du Bassin du Lac Tchad B.P. 668 Fort-Lamy, Tél. 30-34 et 30-43				
M. Jean-Claude Crouail Mme Marie Claude M. Emmanuel, 1 an	Française	Chef de Projet	rue du Commandant Garbit, Fort-Lamy	2/11/72
<u>RAF/71/269 "Quatre Centres de Développement Agricole"</u>				
M. Jacques J. Denis Mme Elsa Melle Marie-Paule, 13	Belge	Expert agronome Station Expérimentale N'Gala (Nigéria)	N'Gala (Nigéria)	10/5/68
M. Albert Marchal Mme Simone	Belge	Expert agronome Station Expérimentale Fort-Foureau (Cameroun)	Fort-Foureau B.P. 23 (Cameroun)	6/1/72
<u>RAF/67/087 "Recherches sur la lutte contre les oiseaux granivores Quelea-Quelea"</u> route de Farcha, B.P. 21 Fort-Lamy - Tél. 36-56				
M. Jean Louis Roy Mme Suzanne	Française	Chef de Projet	Quartier Moursal Fort-Lamy	23/8/71
M. Louis Bortoli Mme Maryvonne Melle Isabelle, 7 M. Louis-Jérôme, 5 M. Pierre, 31/2 M. François, 2	Française	Expert ornithologue	derrière Ambassade U.R.S.S. Fort-Lamy Tél. 37-78	3/7/70

<u>NOMS</u>	<u>NATIONALITE</u>	<u>FONCTION</u>	<u>DOMICILE</u>	<u>Date d'arrivée/ de départ</u>
<u>RAF/67/087 (suite)</u>				
M. Moris Gabbay	Turque	Chargé de l'Administration Tél. 32-55	Immeuble des Nations Unies, Studio n° 7 Fort-Lamy	17/12/70
M. Jeffrey Jackson Mme Phyllis	Américaine	Expert Ornithologue	Immeuble des Nations Unies, Appt. n° 12 Fort-Lamy	28/3/71
M. Peter Park Mme Eirlys	Britannique	Spécialiste de la lutte contre les déprédateurs	Avenue du 26 Août Fort-Lamy, Tél. 26-06	7/3/71
M. Philippe Ruelle	Belge	Expert-associé	Immeuble des Nations Unies, Studio n° 1 Fort-Lamy	15/5/72 parti le 23.4.73
M. Simon Pepper	Britannique	Volontaire des Nations Unies	rue Moktar Djibara Fort-Lamy	2/2/72 parti le 1/2/73
<u>CHD/69/002 "Cultures Maraîchères"</u>				
Direction de l'Agriculture - Fort-Lamy, Tél. 36-64 et 37-63				
M. Aleksandar Rasovic M. Oliver, 20 Melle Mirjana, 81/2	Yougoslave	Expert en cultures maraî- chères	Villa Italedil n° 20 Quartier des Evolués Fort-Lamy	4/5/72
<u>CHD/72/007 "Unité de Développement de l'Elevage"</u>				
Direction de l'Elevage, Fort-Lamy - Tél. 32-58				
M. Jacques Lépissier Mme Marie-Thérèse Melle Annick - 15 M. Denis, 11 M. Laurent, 8 M. Stéphane, 6	Française	Conseiller en Elevage	rue de Marseille Fort-Lamy, Tél. 38-18	16/2/70
M. Jean Gauch Mme Paule M. Francis, 8	Française	Spécialiste élevage- Economiste	rue du Havre Fort-Lamy, Tél. 22-28	5/8/72

<u>NOMS</u>	<u>NATIONALITE</u>	<u>FONCTION</u>	<u>DOMICILE</u>	<u>Date d'arrivée/ de départ</u>
<u>CHD/69/004 "Protection et Aménagement de la Faune"</u> Direction des Parcs Nationaux et Réserves de Faune B.P. 905, Fort-Lamy - Tél. 34-24				
M. Michel Anna Mme Michèle Cécile	Française	Directeur des Parcs Nationaux et Réserves de Faune - Expert OPAS	Direction des Parcs Nationaux et Réserves de Faune B.P. 905 Fort-Lamy, Tél. 27-68	4/12/69
M. John Newby	Britannique	Volontaire des Nations Unies Parcs Nationaux et Réserves de Faune	Parcs Nationaux et Réserves de Faune s/c M. J. Lande, Chef du Secteur Nord (Arada) - Préf. de Biltine	16/10/71
<u>CHD/69/005 "Production Avicole"</u> Centre avicole - Secteur Nord B.P. 112, Moundou				
M. Hans Jauner Mme Ramos M. Yves - 5 M. Jean-Pierre - 3	Suisse	Expert en aviculture	Moundou	20/7/70
<u>CHD/72/008 "Gestion des organismes publics s'occupant des produits de base et politique des prix Commercialisation des Céréales"</u> - Caisse de Stabilisation des Prix du Coton Fort-Lamy, Tél. 34-42				
M. Yves Pagès Mme Monique	Française	Expert en commercialisation	Avenue du Commandant Garbit, Fort-Lamy (2ème rue à droite) vers Aéroport	14/3/69
<u>CHD/71/002 "Reboisement"</u> Direction des Eaux et Forêts, Fort-Lamy - Tél. 27-67				
M. Pierre Tomson	Belge	Expert en reboisement	rue Moktar Djibara Fort-Lamy,	18/2/72

<u>NOMS</u>	<u>NATIONALITE</u>	<u>FONCTION</u>	<u>DOMICILE</u>	<u>Date d'arrivée/ de départ</u>
<u>ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'EDUCATION, LA SCIENCE ET LA CULTURE (UNESCO)</u>				
<u>CHD/72/006 "Institut de Formation de Personnel Enseignant pour les écoles secondaires, Brazzaville - Phase II - Section pré-préparatoire"</u> <u>Lycée F. Eboué, Fort-Lamy, Tél. 27-45</u>				
M. Pierre Aguirre Mme Christiane Melle Martine, 11 M. Jean-Pierre, 8	Française	Professeur de Physique- Chimie	rue du Président Blanchard - Fort-Lamy Tél. 23-60	1/2/71
Mme Milena Popovic	Yougoslave	Professeur de mathématiques	Immeuble des Nations Unies, Fort-Lamy Studio n° 9	10/12/70
<u>CHD/68/008 "Centre de Perfectionnement des Maîtres"</u> <u>Ecole du Centre - B.P. 231, Fort-Lamy - Tél. 33-68</u>				
Melle Edmée Montandon	Suisse	Coordinateur du Projet	avenue Jean-Bédél Bokassa Fort-Lamy	5/1/67 partie le 31.1.73
M. Jean-Claude Lair	Française	Coordinateur du Projet	Immeuble des Nations Unies, Fort-Lamy Studio n° 5	20/1/73
M. André Heinrich Mme Marthe	Française	Spécialiste en enseignement des sciences	Villa Italedil n° 19 Quartier des Evolués Fort-Lamy	16/5/71
M. Paul Hoche Mme Louise	Française	Spécialiste en pédagogie et formation	B.P. 6, Moundou	7/12/71
M. Marcel Robert Mme Elisabeth	Suisse	Spécialiste en psychopédagogie	Villa Italedil n° 14 Quartier des Evolués Fort-Lamy	4/12/71
M. Claude Scheurer Mme Liliane Melle Caroline, 6 Melle Marie-Nicolas, 3	Suisse	Spécialiste en perfectionnement permanent des Maîtres	B.P. 119, Abéché	2/10/72
M. Jacques Dubourg Mme Jane Melle Sophie, 8 Melle Catherine, 7	Française	Spécialiste en formation des Maîtres	Sarh	2/4/73

<u>NOMS</u>	<u>NATIONALITE</u>	<u>FONCTION</u>	<u>DOMICILE</u>	<u>Date d'arrivée/ de départ</u>
<u>ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTE (OMS)</u>				
<u>CHD/68/011 "Développement des services de santé de base" - Assainissement -</u> Direction de la Santé Publique B.P. 660 - Tél. 31-94 et 32-28				
M. Nipe David Daou Mme Sockona Y. Moussa - 21/2 Melle Alimatou - 20 mois	Maliennne	Ingénieur-Sanitaire	Immeuble des Nations Unies, Fort-Lamy Appt. n° 4	4/8/72
Dr. Albert Franklin	Togolaise	Médecin-hygiéniste Tél. 23-40, Poste 303	route de la corniche Fort-Lamy,	7/3/73
<u>CHD/68/011 "Développement des services de santé de base" - Programme Régulier -</u>				
Melle Hubertine V. Delvaux	Belge	Infirmière-monitrice Hôpital Central, Fort- Lamy, Tél. 23-40 Poste 225	Immeuble des Nations Unies, Fort-Lamy Studio n° 11	28/10/72
Melle Edith Matte	Canadienne	Infirmière-monitrice Hôpital Central, Fort- Lamy, Tél. 23-40 Poste 303	Immeuble des Nations Unies, Fort-Lamy Studio n° 3	19/7/70
<u>UNION INTERNATIONALE DES TELECOMMUNICATIONS (UIT)</u>				
<u>CHD/68/012 "Ecole Nationale des Télécommunications"</u> B.P. 106 Sarh - Tél. 3.99				
M. Albert Bouchet	Française	Professeur en radio- électricité	Sarh, Tél. 2.56	24/4/64
M. Yves Heurtin Mme Christiane Eric - 13 M. Stephane - 3 M. Richard - 3	Française	Professeur en radio- électricité	Sarh, B.P. 99	20/10/64

NOMS

NATIONALITE

FONCTION

DOMICILE

Date d'arrivée/
de départ

FONDS DES NATIONS UNIES POUR L'ENFANCE (UNICEF)

SERPA - Service de l'entretien et de réparation du parc automobile
Quartier Moursal Fort-Lamy

M. Jean-Charles Rocchi
Mme Hugnette

Française

Consultant en transports

2/4/73

M. Bryan Pready

Britannique

Agent de liaison pour le
Tchad (UNICEF)

rue Sheikh Ourada
Quartier Bololo
Fort-Lamy

REPRESENTATION DU PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT

SECTION 1

Pays : TCHAD
mise à jour AVRIL 1973

PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT
Avenue du Général Brosset - B.P. 906 Fort-Lamy -
Adresse télégraphique : UNDEVPRO FORTLAMY
n° telex : 5244 KD
Téléphone : 39-10 et 39-07

<u>NOMS</u>	<u>NATIONALITE</u>	<u>FONCTION</u>	<u>DOMICILE</u>	<u>Date d'arrivée/ de départ</u>
M. Finn Bonnevie Mme Janine	Danoise	Représentant Résident	Avenue du Général Brosset BP 906 - Fort-Lamy - Tél. 37-76	14/11/71
M. Bocar Ly Mme Rougi Bard M. Mamadou - 13 Melle Khaditjatou - 9	Sénégalaise	Conseiller Agricole Principal/Représentant de la FAO Elysées Palace - Place de l'Indépendance Fort-Lamy - Tél. 27-48	Quartier des Evolués Villa Italedil 10 Fort-Lamy - Tél. 23-64	27/10/70
M. Stephen Silver Mme Jacquelyn	Américaine	Assistant au Représen- tant Résident (P)	Immeuble des Nations Unies Appartement n° 2 Fort-Lamy	28/12/72
M. Nicolas Imboden Mme Kathryn	Suisse	Administrateur de la pro- grammation	Immeuble des Nations Unies Appartement n° 10 Fort-Lamy	29/9/72
M. Luigi Franco Si- ciliano Mme Antonella M. Lorenzo (10 mois)	Italienne	Conseiller du PAM	Quartier des Evolués Villa Italedil n° 15 Fort-Lamy	4/10/72

.../

<u>NOMS</u>	<u>NATIONALITE</u>	<u>FONCTION</u>	<u>DOMICILE</u>	<u>Date d'arrivée/ de départ</u>
Mme Marie Sylvie Baulier M. Yves Melle Estelle(1 an)	Française	Secrétaire	Quartier Aéroport Fort-Lamy - BP 751 Tél. 33-37	2/1/73
Mme Paulette Duviella M. Jean Melle Nathalie - 4	Haïtienne	Secrétaire	rue de Marseille Fort-Lamy	5/7/71
Mme Marie Antoinette Malivoir M. Gérard Melle Laurence (8 mois)	Française	Secrétaire(FAO)	rue de Sarh Fort-Lamy	19/12/72
Mme Edith Perrot M. Paul Melle Fabienne - 8	Française	Secrétaire(PAM)	rue de Bordeaux Fort-Lamy	11/9/72
Mme Chantal Picaud M. Michel Melle Laurence - 12	Française	Secrétaire	Quartier des Evolués BP 168 - Fort-Lamy Tél. 38-33	27/11/69
Mme Christiane Salvat M. Christian Melle Valérie - 8 Melle Sidonie - 4	Française	Assistante administrative	avenue de Koufra Fort-Lamy - Tél. 23-38	30/6/69

<u>NOMS</u>	<u>NATIONALITE</u>	<u>FONCTION</u>	<u>DOMICILE</u>	<u>Date d'arrivée/ de départ</u>
<u>ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'EDUCATION LA SCIENCE ET LA CULTURE (UNESCO)</u>				
M. Milovan Matic	Yougoslave	Chef de mission (UNESCO)	Immeuble BCD Bastos - Yaoundé (Cameroun)	23/3/66
<u>ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTE</u>				
Dr. Georges Nicolas	Haïtienne	Représentant de l'OMS pour le Tchad et la R.C.A.	Quartier Assana Bangui - Tél. 34-39 (RCA)	Août 1967
<u>ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL</u>				
M. Désiré Robson	Malgache	Conseiller Principal Hors Siège en déve- loppement Industriel	Yaoundé (Cameroun)	18/5/72